

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 881

4 avril 2012

SOMMAIRE

Cetus Investments S.à r.l.	42287	PATRIZIA Luxembourg S.à r.l.	42274
Chamly International S.A.	42287	Peace of Cake GmbH	42281
CLT-UFA	42242	Pelton S. à r.l.	42281
Immobilière Lux S.A.	42288	Permobil S.à r.l.	42249
KRAV-MAGA Luxembourg a.s.b.l.	42281	Personec S.à.r.l.	42273
Krav Maga Roeserbann asbl.	42281	Plexus	42281
Leisure Resources International S.A.	42287	Privin S.A.	42281
Miller Holdings S.A.	42246	Promontoria Ariane S. à r.l.	42273
Miremar S.A.	42247	Quincaillerie de Wiltz S.à r.l.	42282
Modern Style S.à.r.l.	42247	R3 Capital Partners (Luxembourg I), S.à.r.l.	42282
Moseal S.à r.l.	42247	Sakara Holding S.A.	42283
Motech S.à r.l.	42247	Santenet S.A.	42283
Motech S.à r.l.	42247	SEE Car Park Managers Sàrl	42282
Nemesia Luxembourg S.à r.l.	42247	Shoe-Lux S.à.r.l.	42283
Netxistenz Sàrl	42248	S.I. Umbolt S.A.	42282
Netxistenz Sàrl	42248	S.I. Umbolt S.A.	42283
Newcom Sàrl	42248	Skyline Network Services (SNS) SA	42283
New Energy Partners S.A.	42248	SMT Real Estate S.A.	42288
New Village Fund	42249	Solidis S.A.	42242
Nordic Sauna Montage S.à r.l.	42248	Squarepoint Fund S.C.A. SICAV-SIF	42249
OMP International S.A.	42249	Supreme Finance S.à r.l.	42282
Ostara Gamma S.à r.l.	42248	Taminco International S.à r.l.	42283
Pathfinder International S.A.	42273	Vitruvian I Luxembourg S.à r.l.	42274
Pathway Hotels S.A.	42273		
Pathway Hotels S.A.	42274		

CLT-UFA, Société Anonyme.

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.
R.C.S. Luxembourg B 6.139.

Les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 18 avril 2012, à 10.30 heures, au siège social (45, bd Pierre Frieden, L-1543 Luxembourg-Kirchberg), pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du réviseur d'entreprises agréé sur l'exercice 2011
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au réviseur d'entreprises agréé
5. Nominations légales et statutaires
6. Divers.

Conformément à l'article 21 des statuts, les propriétaires de titres au porteur auront à effectuer le dépôt de leurs titres au moins cinq jours avant la réunion, soit au siège social de la société, soit dans l'un des établissements bancaires suivants:

- B.I.L. Banque Internationale à Luxembourg
- Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat
- BGL BNP Paribas

De même, conformément à l'article 22 des statuts, les propriétaires de titres qui souhaiteront se faire représenter à ladite Assemblée devront faire parvenir leur procuration au siège de la société (à l'attention de Mr Edouard de Fierlant) cinq jours avant la réunion.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012040543/1433/27.

Solidis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 167.009.

STATUTS

L'an deux mille douze.

Le dix-sept janvier.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

La société Aworld Administration Inc., ayant son siège social à Tortola, Road Town (Iles Vierges Britanniques), numéro IBC 1395216, dûment représentée par Madame Christel GIRARDEAUX, directrice de sociétés, demeurant à L-3392 Roedgen, 5, rue de Luxembourg.

Laquelle comparante requiert le notaire instrumentant d'arrêter les statuts d'une société anonyme à constituer comme suit:

Titre I^{er} . - Dénomination - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé par les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme, sous la dénomination de SOLIDIS S.A. (ci-après la "Société").

Art. 2. La durée de la Société est illimitée.

Art. 3. La Société a pour objet la consultance en général.

La Société a encore pour objet toutes prises de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, la gestion ainsi que la mise en valeur de ces participations.

La Société pourra employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un porte-feuille se composant de tous titres et valeurs mobilières de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, tous titres et droits et les aliéner par vente, échange ou encore autrement; la Société pourra octroyer aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société a encore pour objet l'exploitation de brevets, licences et marques déposées.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société pourra encore effectuer toutes opérations commerciales, industrielles et financières susceptibles de favoriser l'accomplissement des activités décrites ci-dessus et notamment de mettre à disposition toutes les ressources de la société (administrateur, traducteurs, etc.) afin de les gérer au mieux.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg.

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la Société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la Société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Titre II. - Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000, EUR), représenté par mille (1.000) actions avec une valeur nominale de trente et un euros (31,-EUR) chacune.

Le capital autorisé de la société est fixé à trois cent dix mille euros (310.000,-EUR), représenté par dix mille (10.000) actions d'une valeur nominale de trente et un euros (31,-EUR) chacune.

Le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans, à partir de la publication du présent acte au Mémorial C, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration.

Le conseil peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir le paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Le conseil est autorisé à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires quant à l'émission ci-dessus mentionnée d'actions supplémentaires contre apports en espèces ou en nature.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation de capital souscrit, il fera adapter le présent article à la modification intervenue en même temps.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2. de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour représenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Titre III. - Assemblées générales des actionnaires Décisions de l'associé unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le premier mardi du mois de juin à 10.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou téléfax une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Titre IV. - Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou téléfax un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature individuelle d'un administrateur-délégué ou par la signature collective d'un administrateur-délégué et d'un administrateur de la société ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la Société sera engagée par sa seule signature.

Titre V. - Surveillance de la société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

Titre VI. - Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

Titre VII. - Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Titre VIII. - Modification des statuts

Art. 18. Les présents statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

Titre IX. - Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2012.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2013.
- 3) Exceptionnellement, le premier président du conseil d'administration et le premier administrateur-délégué peuvent être nommés par la première assemblée générale des actionnaires, désignant le premier conseil d'administration.

Souscription et Libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, la comparante Aworld Administration Inc., préqualifiée, déclare souscrire les mille (1.000) actions de la nouvelle Société.

Toutes les actions ont été libérées entièrement par un versement en numéraire, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000, EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de mille cinquante euros.

Décisions de l'actionnaire unique

Et aussitôt l'actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

- 1.- Le siège social est établi à L-1660 Luxembourg, 84, Grand-Rue.
- 2.- Le nombre des administrateurs est fixé à un (1) et celui des commissaires aux comptes à un (1).
- 3.- Est appelée aux fonctions d'administrateur unique:

Madame Christel GIRARDEAUX, directrice de sociétés, née à Marenes (France), le 27 octobre 1971, demeurant à L-3392 Roedgen, 5, rue de Luxembourg.

- 4.- Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

La société anonyme SOCOGESCO INTERNATIONAL S.A., ayant son siège social à L-8041 Strassen, 80, rue des Romains, R.C.S. Luxembourg numéro B 44906.

- 5.- La durée du mandat de l'administrateur unique et du commissaire a été fixée à six (6) ans.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la représentante de la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Christel GIRARDEAUX, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 26 janvier 2012. Relation GRE/2012/344. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Ronny PETER.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 22 février 2012.

Référence de publication: 2012024603/229.

(120031514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2012.

Miller Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 114.713.

Le Bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012027679/10.

(120036032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

Miremar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 30, rue J.-P. Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 60.591.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2012027681/9.
(120036255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

Modern Style S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3270 Bettembourg, 17, route de Peppange.
R.C.S. Luxembourg B 74.562.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2012027683/9.
(120036253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

Moseal S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3372 Leudelange, 1, rue Drosbach.
R.C.S. Luxembourg B 162.320.

Le Bilan au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 02.03.2012.
Référence de publication: 2012027685/10.
(120036112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

Motech S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4041 Esch-sur-Alzette, 21, rue du Brill.
R.C.S. Luxembourg B 113.449.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2012027686/9.
(120035811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

Motech S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4041 Esch-sur-Alzette, 21, rue du Brill.
R.C.S. Luxembourg B 113.449.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2012027687/9.
(120035812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

Nemesia Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 147.444.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2012027689/9.
(120035803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

Netxistenz Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9639 Boulaide, 9, rue Jérôme de Busleyden.
R.C.S. Luxembourg B 92.080.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012027693/9.

(120036057) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

Netxistenz Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9639 Boulaide, 9, rue Jérôme de Busleyden.
R.C.S. Luxembourg B 92.080.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012027694/9.

(120036058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

New Energy Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 136.542.

Le bilan au 31/12/2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mars 2012.

Référence de publication: 2012027695/10.

(120036313) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

Newcom Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4940 Bascharage, 171, avenue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 56.113.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012027697/9.

(120036252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

Nordic Sauna Montage S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 42, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 108.621.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012027701/9.

(120036251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

Ostara Gamma S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 131.711.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 février 2012.

Référence de publication: 2012027706/10.

(120035649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

New Village Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 79.557.

Les comptes annuels au 30 septembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 février 2012.

Pour NEW VILLAGE FUND
BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.
Agent Domiciliaire
Corinne ALEXANDRE / Valérie GLANE
- / Fondé de Pouvoir

Référence de publication: 2012027696/15.

(120036203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

OMP International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 88.185.

Le dépôt des comptes au 31.12.2010 remplace le dépôt des comptes au 31.12.2010 fait au registre de commerce et des sociétés le 18/11/2011 sous la référence n° L110183066.05

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012027708/11.

(120035885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

Permobil S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 32.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 113.401.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 février 2012.

Référence de publication: 2012027713/12.

(120035641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

Squarepoint Fund S.C.A. SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 167.030.

STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the twenty-seventh day of January,
Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

1) Tolomeo Capital Holding GmbH, a private limited company incorporated under the laws of Switzerland under number CH-130.4.016.983-6, having its registered office at Churerstrasse 47, CH-8808 Pfäffikon;

here represented by Christophe Boyer, Avocat, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Pfäffikon, Switzerland on 25 January 2012;

2) SquarePoint, a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having a share capital of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euros) and having its registered office at Vertigo Building - Polaris, 2-4, rue

Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg registration with the Luxembourg Trade and Companies Register pending;

here represented by Christophe Boyer, Avocat, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg on 25 January 2012;

3) Tony Whiteman, Director, born on 24 May 1969 in Hamilton, New Zealand, and residing at 14 rue Jean Mercatoris, L-7237 Luxembourg;

here represented by Christophe Boyer, Avocat, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg on 24 January 2012;

The said proxies, after having been initialled and signed “ne varietur” by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties have requested the officiating notary to enact the following articles of association of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) which they declare to establish as follows:

Title I - Form and Name - Registered office - Duration - Purpose

Art. 1. Form and Name.

1.1 There exists among the managing general partner, “associé gérant commandité” (the General Partner) and the limited partners, “actionnaires commanditaires” (the Limited Shareholders and together with the General Partner the Shareholders), a corporate partnership limited by shares in the form of a “société en commandite par actions” organised as a “société d’investissement à capital variable” qualifying as a “fonds d’investissement spécialisé” under the name of SquarePoint Fund S.C.A. SICAV-SIF (hereafter the Fund), governed by the Luxembourg law of 10 August 1915 relating to commercial companies, as amended (the 1915 Law), the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as may be amended (the 2007 Law) and the present articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Fund is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the General Partner. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the General Partner. Where the General Partner determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Fund at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Fund, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Duration.

3.1 The Fund is established for an unlimited duration.

3.2 The Fund shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the Shareholders.

3.3 The Fund shall not come to an end in the event of the resignation, removal, dissolution or bankruptcy or insolvency of the General Partner. The meeting of Shareholders may appoint an interim manager, who need not be a Shareholder, subject to the prior approval of the Commission de Surveillance du Secteur Financier.

3.4 The interim manager shall adopt urgent measures and those of ordinary administration until the holding of a general meeting of Shareholders, which has to resolve on the continuation or discontinuation of the Fund and in case of a decision to continue the Fund’s activities, the appointment of a replacement general partner. The interim manager shall, within fifteen days of his appointment, convene a general meeting of Shareholders in accordance with the procedures laid down in Art. 22 hieronder below.

3.5 The interim manager shall be liable only for the performance of his mandate.

Art. 4. Corporate object.

4.1 The purpose of the Fund is to invest the funds available to it in any kind of assets eligible under the 2007 Law with the aim of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets.

4.2 The Fund may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted under the 2007 Law.

Title II - Share capital - Shares - Sub-funds

Art. 5. Share Capital.

5.1 The share capital of the Fund shall be represented by shares of no nominal value and shall at any time be equal to the total net assets of the Fund and its Sub-Funds (as defined below), if any. The initial share capital of the Fund upon incorporation amounts to thirty-one thousand euro (EUR 31,000) divided into one (1) participating management share

(the Management Share) and thirty (30) ordinary shares (the Ordinary Shares) (the Management Share, the Ordinary Shares and any other Class of shares created and issued in accordance with these Articles are hereinafter collectively referred to as the Shares).

5.2 The Management Share is exclusively reserved to the General Partner. The Shares are offered to well-informed investors within the meaning of article 2 of the 2007 Law (each a Well-Informed Investor).

5.3 The minimum capital of the Fund shall be one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000), which must be reached within twelve months after the date on which the Fund has been authorised in accordance with the 2007 Law.

Art. 6. Sub-Funds.

6.1 The Fund is composed of one or more sub-funds (collectively the Sub-Funds and individually a Sub-Fund), in accordance with article 71 of the 2007 Law, each of them constituting a distinct pool of assets, managed in the exclusive benefit of the Limited Shareholders of the relevant Sub-Fund. The name of each Sub-Fund shall comprise the first part of the name of the Fund, followed by the denomination determined at the discretion of the General Partner.

6.2 The General Partner may, at any time, establish additional Sub-Fund(s) and determine the name and specific features thereof (including, but not limited to investment objectives, policy, strategy and/or restrictions, specific fee structure, reference currency) as further set out in the private placement memorandum of the Fund, as amended and updated from time to time (the Private Placement Memorandum) and which shall be fully described in the relevant Part II of the Private Placement Memorandum (the Sub-Fund Specifications), which forms an integral part of the Private Placement Memorandum for purposes of the relevant Sub-Fund.

6.3 The Fund is one single legal entity. However, by way of derogation to article 2093 of the Luxembourg Civil Code and in accordance with the provisions of article 71 of the 2007 Law, the assets of any given Sub-Fund are segregated and only available for the satisfaction of the debts, obligations and liabilities, which are attributable to such Sub-Fund. Amongst Shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

Art. 7. Classes of Shares.

7.1 The General Partner may, at any time, issue different classes of Shares (collectively the Classes and individually a Class) in respect of each Sub-Fund, which may carry different rights and obligations inter alia with regard to eligible investors, income and profit entitlements, redemption features, reporting obligations and/or fee and cost features as described in the Sub-Fund Specifications.

Art. 8. Form of Shares.

8.1 The Fund shall issue Shares in registered form only.

8.2 All issued Shares of the Fund shall be registered in the Share register which shall be kept at the registered office of the Fund and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Fund, the number of registered Shares held by him and the amount paid up on each fractional share.

8.3 The inscription of the Shareholder's name in the Share register evidences his right of ownership on such registered Shares. The Fund shall normally not issue certificates for such inscription, but each Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding upon request.

8.4 Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Fund with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered in the Share register.

8.5 In the event that a Shareholder does not provide an address, the Fund may permit a notice to this effect to be entered into the Share register and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Fund, or such other address as may be so entered into by the Fund from time to time, until another address shall be provided to the Fund by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered in the Share register by means of a written notification to the Fund at its registered office, or at such other address as may be set by the General Partner from time to time.

8.6 The Fund recognises only one owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Shares(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) must appoint a sole attorney to represent such shareholding in dealings with the Fund. The General Partner has the right to suspend the exercise of all rights attached to such Shares(s) until such attorney has been duly appointed. In the event that a Share is registered in the name of more than one person, the first named holder in the register shall be deemed to be the representative of all joint holders and shall alone be entitled to be treated as a holder of such Share for all purposes, including without limitation, to receive notices from the Fund.

8.7 The Fund may decide to issue fractional Shares, up to three decimal places. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis.

8.8 Payments to the Shareholders (eg. of dividends), if any, will be made by bank transfer or by cheque sent to their mandated addresses in the Share register.

Art. 9. Issue and Subscription of Shares.

9.1 The Shares may only be subscribed for by investors who comply with the status of Well-Informed Investor. The compliance of each subscriber with the status of Well-Informed Investor will be verified by the General Partner or any agent to which such function has been delegated by the General Partner. The exemption as set out in Art. 2. (2) of the 2007 Law is applicable.

9.2 Investors wishing to subscribe for Shares in a Sub-Fund shall execute a subscription agreement (the Subscription Agreement), which upon acceptance will be signed by the General Partner. Investors thus commit themselves to subscribing and accepting Shares in accordance with the Articles as well as the terms and conditions set forth in the Private Placement Memorandum.

9.3 The General Partner is authorised to issue, at any time, an unlimited number of additional Shares in any Class and in any Sub-Fund, without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued. Each newly issued Share in one specific Class of one specific Sub-Fund entitles its holder to the same rights and obligations of the holders of existing Shares in the same Class of the same Sub-Fund.

9.4 No additional Management Share may be issued.

9.5 Shares may be designated in series (each a Series), each corresponding to a specific period of issuance, as determined for each Class in the relevant Sub-Fund Specifications. The Shares of each Series within a specific Class will have the same characteristics as the Shares of each other Series of that Class, differing only in respect of their issue date and thus in respect of any right or obligation based on such issue date.

9.6 Shares shall have no par value.

9.7 The General Partner may impose conditions on the issue of Shares (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the General Partner may determine to be appropriate) and may fix a minimum subscription level. The General Partner may also, in respect of a particular Sub-Fund, levy a subscription charge and has the right to waive partly or entirely this subscription charge. Any conditions to which the issue of Shares may be submitted shall be detailed in the Private Placement Memorandum and, specifically, the relevant Sub-Fund Specifications.

9.8 The issue price of Shares is determined by the General Partner on a Class by Class basis as fully described in the relevant Sub-Fund Specifications.

9.9 Shares shall be allotted only upon acceptance of the subscription and payment of at least 5% of the issue price. The issue price must be received before the issue of Shares. The payment will be made under the conditions and within the time limits as determined by the General Partner and fully described in the relevant Sub-Fund Specifications.

9.10 The General Partner may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law.

9.11 If an Investor does not meet the payment requirements as fully described in the relevant Sub-Fund Specifications, it will be in default and potentially suffer the consequences as provided for in respect of each Sub-Fund and set forth in the relevant Sub-Fund Specifications.

9.12 The General Partner may delegate to any duly authorised director, manager, officer or to any other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the issue price of any Shares and to deliver the Shares.

Art. 10. Transfer of Shares.

10.1 Shares are generally freely transferable between Well-Informed Investors but may be subject to such transfer conditions as set forth in the relevant Sub-Fund Specifications.

10.2 Any transfer of registered Shares shall be given effect by a written declaration of transfer to be inscribed in the Share register, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Subject to the provisions of Article 10.1 hierboven above, any transfer of registered Shares shall be entered into the register of Shareholders; such inscription shall be signed by the General Partner or any officer of the Fund or by any other person duly authorised thereto by the General Partner.

10.3 The Management Share is exclusively and mandatorily transferable upon replacement of the General Partner as per Article 3.3 hierboven above.

Art. 11. Redemption of Shares.

11.1 The redemption of Shares and/or of certain Classes of Shares in certain Sub-Funds may be authorised as set forth in the relevant Sub-Fund Specifications.

11.2 The General Partner may, upon serving a repurchase notice, decide to repurchase the Shares of any Shareholder and such Shareholder shall be obliged to sell its Shares to the Fund at the conditions determined in accordance with the contents of the Private Placement Memorandum and, specifically, the relevant Sub-Fund Specifications.

Art. 12. Conversion of Shares.

12.1 The conversion of Shares in a given Sub-Fund into Shares of another Sub-Fund or the conversion (or switching) of Shares of one Class into another Class within the same Sub-Fund or of another Sub-Fund may be authorised on a Sub-Fund by Sub-Fund basis as well as on a Class by Class basis as set forth in the relevant Sub-Fund Specifications.

12.2 The Management Share is not convertible.

Title III - Net asset value

Art. 13. Calculation of the net asset value.

13.1 The net asset value per Share of each Series within the relevant Class and Sub-Fund (the Net Asset Value or NAV) results from dividing the total net assets of the Fund attributable to each Series of such Class of Shares within such Sub-Fund, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such Class, on any Valuation Day (as defined below) by the number of Shares in the relevant Series of such Class within the Sub-Fund then outstanding. The value of the net assets of each Sub-Fund is equal to the difference between the value of the Sub-Fund's assets and its liabilities. The Net Asset Value is calculated in the base currency of the relevant Class and may be expressed in such other currencies as the General Partner may decide. The Net Asset Value of each Sub-Fund is calculated in the base currency of the relevant Sub-Fund.

13.2 The total net assets of the Fund correspond to the aggregate of the net assets of all of the Sub-Funds and the assets allocable to the Ordinary Shares (if any) and the Management Share.

13.3 The assets of the Fund shall include, in respect of each Sub-Fund:

1. all cash in hand, receivable or on deposit, including any interest accrued thereon;
2. all bills and notes payable on demand and any account due (including the proceeds of securities sold but not delivered);
3. all securities, including but not limited to shares, bonds, time notes, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants and other securities, money market instruments and similar assets owned or contracted for by the Fund;
4. all interest accrued on any interest-bearing assets, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
5. all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Fund;
6. the preliminary expenses of the Fund, including the cost of issuing and distributing Shares of the Fund, insofar as the same have not been written off and insofar the Fund shall be reimbursed for the same;
7. the marketing and distribution costs of the relevant Sub-Fund, which may be amortised (in respect of the accounting of the Sub-Fund only) equally over a period of up to 5 (five) years as may be set forth in the relevant Sub-Fund Supplement;
8. the liquidating value of all forward contracts and all call or put options the Fund has an open position in; and
9. all other assets of any kind and nature, including expenses paid in advance.

13.4 The value of such assets shall be determined at fair value with due regard to the following principles:

1. the value of any cash at hand or on deposit, bills, demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, dividends and interests matured but not yet received shall be valued at the par-value of the assets, except if it appears that such value is unlikely to be received. In such a case, subject to the approval of the General Partner, the value shall be determined by deducting a certain amount to reflect the true value of the assets;
2. the value of transferable securities and money market instruments listed on an official stock exchange or dealt in on a regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public (a Regulated Market), as defined by laws and regulations in force, is based on the latest available price and if such transferable securities are dealt in on several markets, on the basis of the latest known price on the stock exchange which is normally the principal market for such securities. If the latest known price is not representative, the value shall be determined based on a reasonably foreseeable sales price to be determined prudently and in good faith;
3. in the event that any transferable securities or/and money market instruments are not listed or dealt in on any stock exchange or any other regulated market operating regularly, recognised and open to the public, as defined by the laws and regulations in force, the value of such assets shall be assessed on the basis of their foreseeable sales price estimated prudently and in good faith;
4. the liquidating value of derivative contracts not traded on exchanges or on other regulated markets shall mean their net liquidating value determined by the General Partner in a fair and reasonable manner, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward and options contracts traded on exchanges or on other regulated markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and regulated markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded by the Fund; provided that if a futures, forward and options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the General Partner may deem fair and reasonable;
5. the value of money market instruments not listed or dealt in on any stock exchange or any other regulated market and with remaining maturity of less than 12 (twelve) months and of more than 90 (ninety) days is deemed to be the nominal value thereof, increased by any interest accrued thereon. Money market instruments with a remaining maturity of 90 (ninety) days or less will be valued by the amortised cost method, which approximates market value;
6. units or shares of UCITS and/or other UCI will be valued at their last determined and available Net Asset Value or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the General

Partner on a fair and equitable basis. Units or shares of a closed-ended UCI will be valued at their last available stock market value;

7. interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rate curve;

8. all other securities and other assets will be valued at fair market value, as determined in good faith pursuant to procedures established by the General Partner;

Assets expressed in a currency other than the reference currency of the Sub-Fund concerned respectively in euro shall be converted on the basis of the rate of exchange ruling on the relevant Valuation Day. If such rate of exchange is not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner.

The General Partner, at its sole discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Fund.

13.5 The liabilities of the Fund shall include:

1. all loans, bills and accounts payable;

2. all accrued interest on loans (including accrued fees for commitment for such loans);

3. all accrued or payable expenses (including administrative expenses, advisory and management fees, including performance fees, custodian fees, and corporate agents' fees);

4. all known liabilities, present or future, including all matured contractual obligations for payment of money, including the amount of any unpaid distributions declared by the Fund;

5. an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the calculation day, as determined from time to time by the Fund, and other reserves (if any) authorised and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Fund;

6. all other liabilities of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles; and

7. the costs and disbursements of any committees incurred in relation to the furtherance of the business of the Fund (if applicable) and shareholder meetings.

13.6 In determining the amount of such liabilities the General Partner shall, with due regard to the expenses borne by the General Partner out of its management fee, take into account all expenses payable by the Fund which shall include formation expenses, fees, expenses, disbursements and out-of-pocket expenses payable to its accountants, custodian and its correspondents, management company as well as any other agent employed by the Fund, the remuneration of the directors and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage and reasonable travelling costs in connection with General Partner meetings and investment committee meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Fund with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, licensing fees for the use of the various indexes, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, translating, printing, advertising and distributing the Private Placement Memorandum, further explanatory sales documents, periodical reports or registration statements, the costs of publishing the NAV and any information relating to the estimated value of the Fund, the cost of printing certificates, if any, and the costs of any reports to Shareholders, the cost of convening and holding Shareholders', General Partner and committee meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, transaction fees, the cost of publishing the issue and redemption prices, interests, bank charges and brokerage, postage, insurance, telephone and telex. The Fund may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount for yearly or other periods. Such liabilities will be allocated among the Sub-Funds on a pro rata basis in proportion to their respective net assets.

13.7 The assets and liabilities of different Sub-Funds or different Classes within the same Sub-Fund shall be allocated as follows:

1. the proceeds to be received from the issue of Shares of a Sub-Fund and Class, if applicable shall be applied in the books of the Fund to the relevant Sub-Fund and Class, if applicable;

2. where an asset is derived from another asset, such derived asset shall be applied in the books of the Fund to the same Sub-Fund and Class, if applicable as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant Sub-Fund and Class, if applicable;

3. where the Fund incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund and Class, if applicable or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund and Class, if applicable, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund and Class, if applicable;

4. upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on Shares of any Sub-Fund and Class, if applicable, the assets of such Sub-Fund and Class, if applicable shall be reduced by the amount of such dividends; and

5. in the case where any asset or liability of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund and Class, if applicable, such asset or liability shall be allocated to all the Sub-Funds and Classes, if applicable pro

rata to the NAV of the relevant Sub-Fund and Class, if applicable or in such other manner as determined by the General Partner acting in good faith.

13.8 For the purposes of the Net Asset Value computation:

1. Shares to be redeemed in accordance with the terms of this Private Placement Memorandum shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the General Partner on the relevant valuation time and from such time and until paid by the Fund the price therefore shall be deemed to be a liability of the relevant Sub-Fund and Class, if applicable;

2. Shares to be issued shall be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner on the valuation time, and from such time and until received by the relevant Sub-Fund and Class, if applicable, the price therefore shall be deemed to be a debt due to the relevant Sub-Fund and Class, if applicable;

3. all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the currency in which the NAV for the relevant Sub-Fund and Class, if applicable, is calculated shall be valued after taking into account the rate of exchange prevailing on the principal market of each such asset on the dealing day preceding the valuation time;

4. where on any valuation time the Fund has contracted to:

a. purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the relevant Sub-Fund and Class, if applicable and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the relevant Sub-Fund and Class, if applicable;

b. sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the relevant Sub-Fund and Class, if applicable and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Fund; and

5. provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such valuation time, then its value shall be estimated by the General Partner in good faith.

13.9 The reference currency of the Fund is the Euro (EUR). Each Sub-Fund (and each Class within each Sub-Fund) may have a different reference currency. The NAV of each Sub-Fund's Shares is expressed in the reference currency of the relevant Sub-Fund and within each Sub-Fund the NAV of each Class, if applicable, is expressed in the reference currency of the relevant Class, as further described in the Sub-Fund Specifications.

13.10 The General Partner has adopted a policy of valuing the investments of the Fund at fair value (*juste valeur*). The General Partner, in its discretion and in good faith, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value (*juste valeur*) of any asset of the Fund.

13.11 Assets and liabilities expressed in a currency other than the reference currency of the Sub-Fund concerned shall be converted on the basis of the rate of exchange ruling on the relevant Valuation Day (as defined in the relevant Sub-Fund Specifications). If such rate of exchange is not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner.

13.12 In the absence of bad faith, negligence or manifest error, every decision in calculating the NAV taken by the General Partner or by the Administrative Agent, shall be final and binding on the Fund and present, past or future Shareholders.

Art. 14. Frequency and Temporary Suspension of the Calculation of the Net Asset Value per Share and of the Issue, Redemption and Conversion of Shares.

14.1 The valuation of the assets of each Sub-Fund and the calculation of the NAV per Share shall be performed by the General Partner or by the agent appointed for this purpose under the supervision of the General Partner, on such frequency as set forth in the relevant Sub-Fund Specifications (each a Valuation Day).

14.2 The Fund is authorised to temporarily suspend the calculation of the NAV and the issue, conversion and redemption of any Class of Shares in any Sub-Fund in the following cases and furthermore in such cases, in respect of a specific Sub-Fund, as authorised in the relevant Sub-Fund Specifications:

(a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which any substantial portion of the investments of the Fund attributable to such Sub-Fund from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation on the investments of the Fund attributable to a Sub-Fund quoted thereon; or

(b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the General Partner as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Fund attributable to such Sub-Fund would be impracticable; or

(c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Fund attributable to such Sub-Fund or the current price or values on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund; or

(d) when for any other reason the prices of any investments owned by the Fund attributable to any Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained; or

(e) during any period when the General Partner is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the Shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or

acquisition, of investments or payments due on redemption of Shares cannot in the opinion of the General Partner be effected at normal rates of exchange.

14.3 No Shares shall be issued, converted or redeemed during such a suspension.

14.4 Where possible, all reasonable steps will be taken to bring any period of suspension to an end as soon as possible.

Title IV - Administration

Art. 15. Management.

15.1 The Fund shall be managed by the General Partner who shall be the unlimited liable shareholder (associé-gérant-commandité) and who shall be personally, jointly and severally liable with the Fund for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Fund. The Limited Shareholders shall refrain from acting in a manner or capacity other than by exercising their rights as Limited Shareholders in general meetings and shall in such case be liable only to the extent of their commitments made (if any) or capital contributed to the Fund as per Art. 9 hierboven above.

15.2 The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Fund's interest which are not expressly reserved by laws or by these Articles to the general meeting of Shareholders, each time in compliance with the investment objectives and strategy of the Fund.

15.3 The General Partner may be removed from its capacity as managing General Partner by Shareholders representing a majority of 100% of the votes cast at a general meeting of Shareholders where at least 66% of the voting rights are represented, on the occurrence of the following events:

(a) any action by the General Partner, or any person to whom the General Partner has delegated any part of its duties, which has been determined by an arbitrator or competent court in a final decision to constitute a fraud and which is not remedied within 60 (sixty) days after notification to the General Partner; or

(b) the determination by an arbitrator or competent court that the General Partner, or any person to whom the General Partner has delegated any part of its duties, has/have wilfully or through gross negligence committed a breach of one or more provisions of the Fund Documents, and which is not remedied within 60 (sixty) days after notification to the General Partner.

15.4 The General Partner may, under its full responsibility, be assisted, while managing the Fund's assets by one or several investment managers and/or investment advisors or may delegate its powers in relation to the management of the assets of the Fund or a specific Sub-Fund to one or several agents.

Art. 16. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Fund is validly bound by the sole signature of the General Partner acting through one or more authorised signatories or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority shall have been delegated by the General Partner as the General Partner shall determine in its discretion.

Art. 17. Delegation of Powers.

17.1 The General Partner may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Fund deems necessary for the operation and management of the Fund or any Sub-Fund. Such appointments may be cancelled at any time by the General Partner. The officers need not be Shareholders of the Fund. Unless otherwise provided for by these Articles of Association, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the General Partner. The General Partner may furthermore appoint other agents, who need not to be members of the General Partner and who will have the powers determined by the General Partner.

17.2 The General Partner may create from time to time one or several committees composed of General Partner members and/or external persons and to which it may delegate powers and roles as appropriate.

Art. 18. Investment Policies and Restrictions.

18.1 The General Partner, based upon the principle of risk diversification and in accordance with the Private Placement Memorandum, has the power to determine the investment policies and strategies of each Sub-Fund of the Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Fund, within the restrictions as shall be set forth by the General Partner in compliance with applicable laws and regulations.

18.2 The Fund may employ, for each Sub-Fund as set forth in the relevant Sub-Fund Specifications, techniques and instruments relating to transferable securities, currencies or any other financial assets or instruments for the purpose of hedging or efficient portfolio management.

Art. 19. Conflict of Interests.

19.1 No contract or other transaction between the Fund and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any director of the General Partner who serves as a director, officer or employee of any company or firm, with which the Fund shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

19.2 In the event that any director of the General Partner may have in any transaction of the Fund an interest different to the interests of the Fund, such director shall make known to the General Partner such conflict of interests and shall not consider or vote on any such transaction and such transaction, and such director's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders.

19.3 The conflict of interests referred to in the preceding paragraph, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the sponsor, the investment manager, the custodian, the distributors as well as any other person, company or entity as may from time to time be determined by the General Partner on its discretion.

Art. 20. Indemnification.

20.1 The Fund shall indemnify any member of the board of managers of the General Partner, the General Partner, the investment advisor(s), the investment manager(s), the custodian, the administrative agent, the registrar and transfer agent and their affiliates as well as any officer and their heirs, executors and administrators against expenses reasonably incurred by them in connection with any action, suit proceeding to which they may be made a party by reason of them being or having been a member of the board of managers of the General Partner, the General Partner, the investment advisor(s), the investment manager(s), the custodian, the administrative agent, the registrar and transfer agent and their affiliates or officer or, at its request, being or having been a member of any other entity of which the Fund or a Sub-Fund is an investor or creditor and from which they are not entitled to be indemnified, except in relation to matters in respect of which they may be finally declared to be liable for wilful misconduct, bad faith or gross negligence; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Fund is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a wilful misconduct, bad faith or gross negligence.

20.2 The General Partner may decide that expenses effectively incurred by any General Partner or member of the management board of this latter in accordance with this Article may be advanced to the indemnified officer, provided that this officer will repay the advanced amounts if it is ultimately determined that he has not met the standard of care for which indemnification is available.

20.3 The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which any officer may be entitled.

Title V - General meetings of shareholders

Art. 21. Powers and Voting rights.

21.1 Any regularly constituted meeting of Shareholders (a General Meeting) shall represent the entire body of Shareholders of the Fund. Any resolution shall require the consent of the General Partner.

21.2 Each Share entitles its holder to one (1) vote at any General Meeting. Fractional Shares may be issued up to 3 (three) decimal places and the voting rights attaching to fractional Shares shall be proportionate to the fraction.

Art. 22. Convening and Participation.

22.1 The annual General Meeting is held every year at the Fund's registered office or at any other address in Luxembourg indicated in the convening notice. The annual General Meeting shall be held on the second Wednesday of the month of June at 11 a.m. (Luxembourg time) unless this day is not a business day, in which case the meeting shall be held on the next following business day.

22.2 The provisions of the 1915 Law relating to the notice periods, convening procedure as well as to the conduct of general meetings shall apply to the General Meetings of the Fund, unless otherwise provided herein.

22.3 A General Meeting of Shareholders shall be convened by the General Partner pursuant to a notice setting forth the agenda and sent to the Shareholders by registered letter at least eight calendar days prior to the meeting. The General Partner may determine any conditions which must be fulfilled by the Shareholders in order to participate in such General Meeting.

22.4 If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of the meeting.

22.5 Shareholders representing one tenth of the share capital of the Fund may impose on the General Partner to call a General Meeting.

22.6 A Shareholder may grant a written power of attorney to another person (who need not be a Shareholder) in order to be represented at any General Meeting.

22.7 Each Shareholder may participate in any General Meeting by telephone or video conference or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

22.8 Each Shareholder may vote by way of voting forms provided by the Fund. Voting forms contain the date, place and agenda of the meeting, the text of the proposed resolutions as well as for each resolution, three boxes allowing to (a) vote in favour, (b) vote against, or (c) abstain from voting. Voting forms must be sent back by the Shareholders to the registered office of the Fund. Only voting forms received prior to the General Meeting are taken into account for the

calculation of the quorum. Voting forms which show neither a vote (in favour or against the proposed resolutions) nor an abstention are void.

Art. 23. Quorum and Majority rules.

23.1 Unless otherwise required by laws or by these Articles, resolutions of the General Meeting are passed by a simple majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented, it being understood that any resolution shall validly be adopted only with the approval of the General Partner.

23.2 The General Meeting may amend the Articles only if at least one-half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles as well as the text of any proposed amendments to the object or form of the Fund. If this quorum is not reached, a second General Meeting may be convened by means of notices published twice, at fifteen (15) days interval at least and fifteen (15) days before the meeting in the Mémorial and in two Luxembourg newspapers. Such notices reproduce the agenda of the General Meeting and indicate the date and results of the previous General Meeting. The second General Meeting deliberates validly regardless of the proportion of the capital represented. At both General Meeting, resolutions must be adopted by at least two-third of the votes cast, provided each time that the General Partner holds a veto right.

23.3 In the event that a General Meeting is convened to resolve upon the removal of the General Partner or the entering into any agreement between the Fund and the General Partner, the General Partner shall have to abstain from voting and thus folds no veto right, being entitled only to inform the Limited Shareholders of its opinion on the relevant resolution.

23.4 The nationality of the Fund and the commitment of each Shareholder may only be changed with the unanimous consent of the Shareholders.

Art. 24. Bureau and Minutes.

24.1 All General Meetings shall be chaired by the General Partner or by any duly authorised person designated by the General Partner.

24.2 The minutes of the General Meeting shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary appointed by the chairman and the scrutiny, elected by the General Meeting.

Art. 25. General Meetings of Sub-Fund(s).

25.1 The General Partner may at any time convene a general meeting of Shareholders of one or several specific Sub-Fund(s) in order to decide on any matter, which relate exclusively to such Sub-Fund(s).

25.2 Legal provisions as well as provisions of these Articles relating to the general meetings of Shareholders of the Fund shall apply to the extent possible mutatis mutandis to the general meetings of Shareholders of one or several specific SubFund(s).

Title VI - Accounts - Distributions

Art. 26. Accounting year and Accounts.

26.1 The accounting year of the Fund shall commence each year on the first of January and shall end on the thirty-first of December of the same year.

26.2 Each year, the General Partner prepares the annual report in compliance with the 2007 Law. Such annual report must include a balance sheet or a statement of assets and liabilities, a profit and loss account, a report on the activities of the past financial year as well as any significant information.

26.3 The annual accounts shall be approved by the annual General Meeting.

Art. 27. Reference currency.

27.1 The Fund shall prepare consolidated accounts in euro. For the purpose of determining the capital of the Fund, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not denominated in euro, be converted into euro and the capital shall be the aggregate of the net assets of all the Sub-Funds.

Art. 28. Auditor.

28.1 The accounting data related in the annual report of the Fund shall be examined by an auditor («réviseur d'entreprises agréés») appointed by the shareholders and remunerated by the Fund.

28.2 The auditor shall fulfil the duties prescribed by the 2007 Law.

Art. 29. Distributions.

29.1 The annual general meeting of Shareholders shall approve the profit allocation proposed by the General Partner in accordance with the allocations rules set out in the Private Placement Memorandum and in particular as set forth in each Sub-Fund Specifications.

29.2 The General Partner may in its discretion decide to pay interim dividends at any point in time unless otherwise provided for in the Private Placement Memorandum and, in particular, as set forth in the relevant Sub-Fund Specifications.

29.3 Distributions shall be paid in euro or in the base currency of a Sub-Fund and at such time and place that the General Partner shall determine from time to time.

29.4 No distribution may be made which would result in the NAV of the Fund to fall below the minimum capital required by the 2007 Law, as set out in Article 5.3 hierboven above.

Title VII - Dissolution - Liquidation

Art. 30. Term, Liquidation and Merger of Sub-Funds.

30.1 The Sub-Funds may be created for any undetermined period or for a fixed period as provided for in the Private Placement Memorandum and, specifically, in the relevant Sub-Fund Specifications. In case a Sub-Fund is created for a fixed period, it will terminate automatically on its maturity date provided for in the relevant Sub-Fund Specifications.

30.2 The General Partner may also decide to liquidate one Sub-Fund if the net assets of such Sub-Fund have decreased to, or have not reached, an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund concerned would justify such liquidation. All Shareholders will be notified by the Fund of any decision to liquidate the relevant Sub-Fund prior to the effective date of the liquidation and the notice will indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations.

30.3 In the same circumstances as provided above, the General Partner may decide to terminate one Sub-Fund and contribute its assets into another existing or new Sub-Fund or into another collective investment vehicle. The General Partner may organise the amalgamation of two or more Sub-Funds if it believes that such a course of action is in the best interests of the Shareholders of the relevant Sub-Funds. Affected Shareholders will be notified of any such decision and relevant information in relation to the new Sub-Fund. Notice will be provided at least one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable Shareholders to request that their Shares be redeemed, without any fees or costs, before the amalgamation is completed.

30.4 Where assets are to be contributed to another collective investment vehicle, the amalgamation will be binding only on Shareholders in the relevant Sub-Fund who expressly consent to such amalgamation. Where the General Partner does not have the authority to do so or where the General Partner determines that the decision should be put to the Shareholders for their approval, the decision to liquidate or to merge a Sub-Fund shall instead be taken at a General Meeting of the relevant Sub-Fund. In such an event, the General Meeting of the Sub-Fund shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding 50% of the Shares represented at such General Meeting. Shareholders will be notified by the Fund of any resolution to proceed with liquidation or amalgamation at least one month before the effective date of the liquidation or amalgamation of the Sub-Fund in order to enable Shareholders to request redemption or conversion of their Shares, without any fees or costs, before the liquidation or amalgamation of the Sub-Fund takes place.

30.5 As soon as the decision to liquidate or merge a Sub-Fund is taken, the issue of Shares in such Sub-Fund is prohibited and shall be deemed void.

30.6 Each Sub-Fund may be separately dissolved without impacting any other Sub-Fund. The dissolution of the last Sub-Fund causes ipso jure the liquidation of the Fund.

Art. 31. Dissolution and Liquidation of the Fund.

31.1 The Fund may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting resolving in the conditions prescribed for the amendment of these Articles. The Fund shall also be dissolved upon dissolution of the last existing Sub-Fund.

31.2 Whenever the share capital falls below two third of the minimum capital indicated in Article 5.3 hierboven above, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the General Meeting by the General Partner. In such an event, the General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding 50% of the Shares represented at such General Meeting.

31.3 Whenever the share capital falls below one quarter of the minimum capital indicated in Article 5.3 hierboven above, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the General Meeting by the General Partner. In such an event, the General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding 25% of the Shares represented at such General Meeting.

31.4 Where the holding of a General Meeting is required in accordance with Article

31.2 hierboven above or 31.3 hierboven above, such General Meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from the assessment that the net assets of the Fund have fallen below two third or one quarter of the legal minimum, as the case may be.

31.5 In the event of dissolution of the Fund, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding on such dissolution and subject to the approval of the CSSF. The operations of liquidation will be carried out pursuant to Luxembourg applicable laws.

Art. 32. Liquidation proceeds.

32.1 The net proceeds of liquidation corresponding to each Sub-Fund shall be distributed by the liquidator(s) to the Shareholders of the relevant Sub-Fund in accordance with the rules applicable to the allocation of profits in such Sub-Fund as referred to under Article 29 above.

32.2 Any liquidation proceeds that cannot be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the liquidation will be deposited with the Luxembourg «Caisse de Consignation».

Art. 33. Consolidation / Splitting of Shares.

33.1 The General Partner may consolidate Shares of different Classes within a Sub-Fund or split the Shares of a Sub-Fund into two or more different Classes. A consolidation or split may also be resolved by a General Meeting of the Sub-Fund concerned deciding, without any quorum requirements, at the simple majority of the Shares present or represented.

Title VIII - General

Art. 34. Amendments to these Articles. These Articles may be amended by a General Meeting subject to the quorum requirements provided by the 1915 Law.

Art. 35. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2007 Law as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitory dispositions

1. The first accounting year begins on the date of incorporation of the Company and will end on 31 December 2012
2. The first annual general meeting of Shareholders will be held in 2013.

Subscription and Payment

The subscribers have subscribed for the following Shares in the Fund:

1) SquarePoint	1 Management Share
2) Tony Whiteman	1 Ordinary Share
3) Tolomeo Capital Holding GmbH	29 Ordinary Shares
Total:	31 Shares

The shares have been fully paid up by payment in cash, so that the amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000) is from now on at the free disposal of the Company, evidence of which was given to the undersigned notary.

Statement

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26, 26-3 and 26-5 of the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended, and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 3,000.-.

General meeting of the shareholders

The above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as having received due notice, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, the meeting has passed the following resolution:

Sole resolution

The registered office of the Company is Vertigo Building - Polaris, 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German texts, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

This deed having been read to the proxyholder of the appearing parties, the said appearing parties signed together with Us, the notary, this original deed.

Deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes

Im Jahre zweitausendundzweölf, am siebenundzwanzigsten Tag des Monats Januar.

Vor uns, dem unterzeichnenden Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

SIND ERSCHIENEN:

1) Tolomeo Capital Holding GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach Schweizer Recht, mit Gesellschaftssitz in der Churerstrasse 47, CH-8808 Pfäffikon, Schweiz, eingetragen beim Schweizer Handels - und Gesellschaftsregister unter der Nummer CH-130.4.016.983-6;

hier vertreten durch Christophe Boyer, Avocat, mit Geschäftsadresse in Luxembourg, aufgrund am 25. Januar 2012 in Pfäffikon, Schweiz, erteilter Vollmacht;

2) SquarePoint, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach Luxemburger Recht, mit einem Gesellschaftskapital von EUR 12,500 (zwölftausendfünfhundert Euro) mit Gesellschaftssitz im Vertigo Building - Polaris, rue Eugène Ruppert 2-4, L-2453 Luxembourg, Grossherzogtum Luxemburg, derzeit im Prozess der Registrierung im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister;

hier vertreten durch Christophe Boyer, Avocat, mit Geschäftsadresse in Luxembourg, aufgrund am 25. Januar 2012 in Luxembourg, Grossherzogtum Luxemburg, erteilter Vollmacht; und

3) Tony Whiteman, Geschäftsführer, geboren am 24. Mai 1969 in Hamilton, Neuseeland, und wohnhaft in der rue Jean Mercatoris 24, L-7237 Luxembourg, Grossherzogtum Luxemburg;

hier vertreten durch Christophe Boyer, Avocat, mit Geschäftsadresse in Luxembourg, aufgrund am 24. Januar 2012 in Luxembourg, Grossherzogtum Luxemburg, erteilter Vollmacht.

Vorgenannte Vollmachten bleiben, nach Paraphierung ne varietur durch den jeweiligen Vertreter der betreffenden erschienenen Partei und dem beurkundenden Notar der vorliegenden Urkunde als Anlage beigefügt, um gemeinsam mit der Urkunde bei den zuständigen Registrierungsbehörden hinterlegt zu werden. Die erschienenen Parteien, vertreten wir oben dargestellt, haben den unterzeichneten Notar ersucht, die Gründung einer Kommanditgesellschaft auf Aktien (société en commandite par actions) urkundlich festzustellen, wie hiermit beschlossen wird und deren Satzung wie folgt lautet:

Abschnitt I - Form und Name - Sitz - Dauer - Zweck

Art. 1. Form und Name.

1.1 Es besteht zwischen dem geschäftsführenden persönlich haftenden Aktionär, associé gérant commandité (Komplementär) und den beschränkt haftenden Aktionären, actionnaires commanditaires (Kommanditisten und zusammen mit dem Komplementär die Aktionäre) eine Kommanditgesellschaft auf Aktien, (société en commandite par actions) organisiert als Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable) in Form eines spezialisierten Investmentfonds (fonds d'investissement spécialisé) mit dem Namen SquarePoint Fund S.C.A. SICAV-SIF (der Fonds) die dem Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils geltenden Fassung (das Gesetz von 1915), dem Luxemburger Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds in seiner jeweils geltenden Fassung (das Gesetz von 2007) und der vorliegenden Satzung (die Satzung).

Art. 2. Sitz.

2.1 Der Sitz des Fonds befindet sich in Luxemburg, im Großherzogtum Luxemburg. Der Sitz des Fonds kann durch Beschluss des Komplementärs an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde verlegt werden. Der Sitz des Fonds kann ferner durch Beschluss der Aktionäre, der in Übereinstimmung mit den Bestimmungen über die Satzungsänderung gefasst wird, an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

2.2 Filialen, Zweigniederlassungen und andere Geschäftsräume können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluss des Komplementärs errichtet werden. Wenn der Komplementär feststellt, dass außergewöhnliche politische oder militärische Entwicklungen oder Ereignisse vorliegen oder vorauszusehen sind und dass diese Entwicklungen oder Ereignisse die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die Verbindung zwischen diesem Gesellschaftssitz und Personen außerhalb behindern können, kann der Sitz bis zur vollständigen Wiederherstellung des ursprünglichen Zustandes vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis die betreffenden Entwicklungen oder Ereignisse vollständig beendet sind. Derartige vorübergehende Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet einer vorübergehenden Verlegung des Gesellschaftssitzes eine Gesellschaft nach Luxemburger Recht bleibt.

Art. 3. Dauer.

3.1 Der Fonds ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

3.2 Die Gesellschaft wird nicht aufgrund eines Todesfalles, der Aufhebung von Bürgerrechten, Rechtsunfähigkeit, Insolvenz, Konkurs oder einem vergleichbaren Ereignis hinsichtlich eines oder mehrerer Aktionäre, aufgelöst.

3.3 Der Fonds wird nicht aufgrund der Kündigung, der Entfernung, der Ablösung oder im Falle von Bankrott oder Insolvenz des Komplementärs, aufgelöst. Die Generalversammlung der Aktionäre kann einen temporären Manager ernennen, der nicht Aktionär des Fonds zu sein braucht, der jedoch zuvor von der Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) genehmigt sein muss.

3.4 Der temporäre Manager soll die notwendigen dringenden Maßnahmen ergreifen und die gewöhnliche Verwaltung des Fonds durchführen, bis eine Generalversammlung der Aktionäre über die Beendigung oder die Fortsetzung des Fonds entscheidet und im Falle der Fortführung der Fondsaktivitäten einen neuen Komplementär bestimmt. Der temporäre Manager soll innerhalb von fünfzehn Tagen nach seiner Ernennung eine Generalversammlung der Aktionäre in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des nachstehenden Art. 22 obender Satzung einberufen.

3.5 Der temporäre Manager haftet nur für die Entwicklungen während seines Mandats.

Art. 4. Gesellschaftszweck.

4.1 Zweck des Fonds ist es, die ihm verfügbaren Mittel in jede Art von nach dem Gesetz von 2007 zulässige Vermögenswerte nach dem Grundsatz der Risikostreuung zu investieren und seinen Aktionären das Ergebnis der Verwaltung seiner Vermögenswerte zukommen zu lassen.

4.2 Der Fonds darf alle Maßnahmen ergreifen und jedwede Transaktion tätigen, die zur Erfüllung und Entwicklung seines Zwecks im nach dem Gesetz von 2007 weitest möglich zulässigen Umfang sinnvoll erscheint.

Abschnitt II - Kapital - Aktien - Teilfonds

Art. 5. Kapital.

5.1 Das Kapital des Fonds wird durch Aktien ohne Nennwert repräsentiert, die zu jedem Zeitpunkt dem Gesamt-Nettovermögen des Fonds und seiner Teilfonds (wie unten definiert; soweit vorhanden) entsprechen. Das Gründungskapital des Fonds beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31,000) und ist aufgeteilt in eine (1) gewinnbeteiligte Komplementäraktie (die Komplementäraktie) und (30) dreißig Kommanditistenaktien (die Kommanditistenaktien) (die Komplementäraktie, die Kommanditistenaktien und jede sonstige Aktienklasse, die im Einklang mit den Bestimmungen dieser Satzung ausgegeben werden, werden nachstehend zusammen als Aktien bezeichnet).

5.2 Die Komplementäraktie steht ausschließlich dem Komplementär zu. Aktien werden nur an gut informierte Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 (nachfolgend Gut Informierter Anleger) ausgegeben.

5.3 Das Mindestkapital des Fonds beträgt eine Million zweihundertfünfzig tausend Euro, (EUR 1.250.000), und muss innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung des Fonds durch die CSSF gemäß den Bestimmungen des Gesetzes von 2007 erreicht sein.

Art. 6. Teilfonds.

6.1 Der Fonds besteht aus einem oder mehreren Teilfonds (einzeln der Teilfonds, zusammen die Teilfonds). In Übereinstimmung mit Artikel 71 des Gesetzes von 2007 stellt jeder Teilfonds ein separates Vermögen dar, welches ausschließlich zum Wohle der Kommanditisten des jeweiligen Teilfonds verwaltet wird. Der Name jedes Teilfonds enthält zunächst den Namen des Fonds, gefolgt von der speziellen Bezeichnung des Teilfonds, wie durch den Komplementär bestimmt.

6.2 Der Komplementär kann jederzeit einen oder mehrere weitere Teilfonds auflegen und den Namen sowie spezielle Charakteristiken festlegen (unter anderem Anlagepolitik, Anlageziele, Anlagestrategie und/oder Anlagebeschränkungen, spezielle Vergütungsstrukturen, Referenzwährung), wie im Verkaufsprospekt des Fonds in seiner jeweils geltenden Fassung (der Verkaufsprospekt) enthalten und näher in dem dafür relevanten zweiten Teil des Verkaufsprospekts beschrieben (die Teilfondsspezifika), die einen integralen Bestandteil des Verkaufsprospekts hinsichtlich des betreffenden Teilfonds bilden.

6.3 Der Fonds ist eine einzige juristische Person. In Ausnahme zu Artikel 2093 des Luxemburger Zivilgesetzbuches und in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Artikels 71 des Gesetzes von 2007 sind jedoch die Vermögenswerte eines jeden Teilfonds als voneinander getrennt zu behandeln und stehen ausschließlich zur Begleichung von Schulden, Verpflichtungen und Verbindlichkeiten zur Verfügung, die diesem Teilfonds zugerechnet werden können. Im Verhältnis der Aktionäre untereinander wird jeder Teilfonds als eigenständige Einheit behandelt.

Art. 7. Aktienklassen.

7.1 Der Komplementär kann hinsichtlich eines jeden Teilfonds jederzeit unterschiedliche Aktienklassen (einzeln die Aktienklasse und zusammen die Aktienklassen) mit unterschiedlichen Rechten und Pflichten ausgeben, unter anderem hinsichtlich zulässiger Investoren, Ertrags- und Gewinnbezugsrechten, Rückgabevoraussetzungen, Mitteilungspflichten und/oder Vergütungs- und Kostenelementen, wie in den Teilfondsspezifika beschrieben.

Art. 8. Form der Aktien.

8.1 Der Fonds wird ausschließlich in Namensaktien ausgeben.

8.2 Alle ausgegebenen Aktien des Fonds werden in das am Sitz des Fonds aufbewahrte Aktienregister eingetragen. Das Aktienregister enthält den Namen jedes Inhabers von Namensaktien, sowie dessen dem Fonds mitgeteilten (Wohn-) Sitz oder gewöhnlichen Aufenthalt, die Zahl der von ihm gehaltenen Namensaktien und den für jeden Aktienbruchteil eingezahlten Betrag.

8.3 Die Eintragung des Namens des Aktionärs in das Aktienregister belegt sein Eigentum an den betreffenden Namensaktien. Der Fonds stellt üblicherweise keine Zertifikate hinsichtlich dieser Eintragung aus. Jeder Aktionär erhält jedoch auf Anfrage eine schriftliche Bestätigung über seine Beteiligung.

8.4 Aktionäre, die berechtigt sind Namensaktien zu erhalten, teilen dem Fonds eine Adresse mit, an die alle Informationen und Bekanntmachungen gesendet werden können. Diese Adresse wird gleichfalls in das Aktienregister eingetragen.

8.5 Teilt ein Aktionär keine Adresse mit, kann der Fonds gewähren, eine Nachricht über diese Tatsache in das Aktienregister eintragen zu lassen, und die Adresse des Aktionärs wird dann als am Sitz des Fonds oder jeder sonstigen Adresse, wie gegebenenfalls von Zeit zu Zeit durch den Fonds in das Aktienregister eingetragen, befindlich angesehen, bis der Aktionär dem Fonds eine neue Adresse mitteilt. Jeder Aktionär kann jederzeit durch schriftliche Mitteilung an den

Fonds an dessen Sitz oder an jede andere vom Komplementär von Zeit zu Zeit festgelegte Adresse seine in das Aktienregister eingetragene Adresse ändern

8.6 Der Fonds erkennt nur einen Aktionär pro Aktie an. Werden eine oder mehrere Aktien von mehreren Person gemeinschaftlich gehalten oder wenn die Eigentümerverhältnisse an solchen Aktien strittig sind, müssen alle Personen, die ein Recht an diesen Aktien beanspruchen, einen einzigen Bevollmächtigten, der diese Aktien bei Geschäften des Fonds vertritt, bestimmen. Der Komplementär hat das Recht, die Ausübung sämtlicher Rechte an solchen Aktien bis zur ordnungsgemäßen Ernennung eines solchen Bevollmächtigten auszusetzen. Ist eine Aktie auf den Namen von mehr als einer Person registriert, wird der an erster Stelle eingetragene Aktionär als der Vertreter aller gemeinschaftlich Berechtigten angesehen und wird für alle Belange, unter anderem den Erhalt von Mitteilungen des Fonds, als alleiniger Aktionär behandelt.

8.7 Der Fonds kann beschließen, bis auf 3 Dezimalstellen gerundete Aktienbruchteile auszugeben. Aktienbruchteile sind nicht berechtigt, Stimmenrechte auszuüben, jedoch sind sie berechtigt, an dem Nettoinventarwert der betreffenden Aktienklasse anteilig zu partizipieren.

8.8 Zahlungen an die Aktionäre (z.B. Ausschüttungen), sofern vorzunehmen, werden per Banktransfer oder durch Versendung eines Schecks an die im Aktienregister hinterlegte Adresse des Aktionärs getätigt.

Art. 9. Ausgabe und Zeichnung von Aktien.

9.1 Aktien dürfen nur von Investoren, die den Status eines Gut Informierten Anlegers erfüllen, gezeichnet werden. Die Vereinbarkeit eines jeden Investors mit dem Status des Gut Informierten Anlegers wird durch den Komplementär oder jedem von diesem dafür beauftragten Dienstleister geprüft. Die Ausnahme nach Artikel 2 (2) des Gesetzes von 2007 ist anwendbar.

9.2 Investoren, die Aktien eines Teilfonds zeichnen wollen, müssen eine Zeichnungsvereinbarung unterzeichnen (die Zeichnungsvereinbarung), die bei Annahme durch den Komplementär gegengezeichnet wird. Die Investoren verpflichten sich somit selbst, Aktien in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Satzung und des Verkaufsprospekts zu zeichnen und anzunehmen.

9.3 Der Komplementär ist jederzeit berechtigt, eine unbegrenzte Anzahl zusätzlicher Aktien in jeder Aktienklasse eines jeden Teilfonds auszugeben, ohne dass den bisherigen Aktionären ein vorrangiges Zeichnungsrecht hinsichtlich der zusätzlich auszugebenden Aktien eingeräumt werden muss. Jede neu ausgegebene Aktie einer bestimmten Aktienklasse eines bestimmten Teilfonds räumt dem Aktionär dieselben Rechte und Pflichten ein, wie den bisherigen Aktionären desselben Teilfonds und derselben Aktienklasse.

9.4 Es wird keine weitere Komplementäraktie ausgegeben.

9.5 Aktien können nach Serien bestimmt werden (die Serie), die jede einem speziellen Ausgabezeitraum entspricht. Sofern vorliegend, wird dies für jede Aktienklasse in den betreffenden Teilfondsspezifika festgelegt. Die Aktien jeder Serie innerhalb einer speziellen Aktienklasse haben dieselben Eigenschaften, wie die Aktien jeder anderen Serie dieser Aktienklasse und unterscheiden sich lediglich hinsichtlich ihres Ausgabedatums und somit hinsichtlich Rechte und Pflichten, die mit diesem Ausgabedatum zusammen hängen.

9.6 Die Aktien haben keinen Nennwert.

9.7 Der Komplementär kann die Ausgabe von Aktien an die Erfüllung bestimmter Voraussetzungen knüpfen (einschließlich, ohne abschließend zu sein, der vollständigen Ausstellung der Zeichnungsunterlagen und die Bereitstellung aller Informationen, die der Komplementär als angemessen ansieht) und kann einen Mindestzeichnungsbetrag festlegen. Der Komplementär kann ferner hinsichtlich eines bestimmten Teilfonds sowohl einen Ausgabeaufschlag verlangen als auch ganz oder teilweise auf den Ausgabeaufschlag verzichten. Jedwede Voraussetzungen, unter denen die Ausgabe von Aktien stehen kann werden im Verkaufsprospekt und insbesondere in den für den speziellen Teilfonds vorgesehenen Teilfondsspezifika beschrieben.

9.8 Der Ausgabepreis der Aktien wird, wie umfassend in den betreffenden Teilfondsspezifika beschrieben, durch den Komplementär für jede Aktienklasse gesondert festgelegt.

9.9 Aktien werden nur nach Akzeptanz der Zeichnung und Zahlung von mindestens 5% des Ausgabepreises zugeteilt. Der Ausgabepreis muss vor der Ausgabe der Aktien zugegangen sein. Die Zahlung erfolgt gemäß den von dem Komplementär festgelegten und in den betreffenden Teilfondsspezifika umfassend beschriebenen Bedingungen und Fristen.

9.10 Der Komplementär kann zustimmen, Aktien in Übereinstimmung mit den Voraussetzungen des Luxemburger Rechts als Gegenleistung für eine Sacheinlage auszugeben.

9.11 Wenn ein Investor die in den betreffenden Teilfondsspezifika umfassen beschriebenen Zahlungsbedingungen nicht einhält, kommt er in Verzug und muss gegebenenfalls die für jeden Teilfonds vorgesehenen und in den betreffenden Teilfondsspezifika beschriebenen Konsequenzen tragen

9.12 Der Komplementär kann jeden ordnungsgemäß bevollmächtigten Geschäftsführer, Manager, Angestellten oder jeden anderen entsprechend ordnungsgemäß bevollmächtigten Dienstleister damit beauftragen, Zeichnungen zu akzeptieren, entsprechende Zahlungen des Ausgabepreises entgegen zu nehmen und die Aktien an den Investor auszugeben.

Art. 10. Übertragung von Aktien.

10.1 Die Aktien sind generell unter Gut Informierten Anlegern frei übertragbar, können jedoch besonderen Übertragungsvoraussetzungen unterliegen, die dann in den betreffenden Teilfondsspezifika aufgeführt sind,

10.2 Jeder Übertrag von Namensaktien wird erst wirksam mit einer schriftlichen Übertragungserklärung, die durch den Übertragenden und den Erwerber oder jede andere Person, die hierzu entsprechend bevollmächtigt wurde datiert und unterschrieben wurde und deren entsprechender Eintragung in das Aktienregister.. Gemäß vorstehendem Artikel 10.1 ist jede Übertragung von Namensaktien in das Aktienregister einzutragen; diese Eintragung wird durch den Komplementär oder jeden Angestellten des Fonds oder jede andere hierfür vom Komplementär ordnungsgemäß bevollmächtigte Person unterschrieben.

10.3 Die Komplementäraktie ist ausschließlich und zwingend bei Ersetzung des Komplementärs nach Artikel 3.3 zu übertragen.

Art. 11. Rückkauf von Aktien.

11.1 Der Rückkauf von Aktien und/oder bestimmten Aktienklassen in bestimmten Teilfonds kann zulässig sein. Im Falle der Zulässigkeit wird dieses nebst den hierfür geltenden Voraussetzungen in den betreffenden Teilfondsspezifika festgelegt.

11.2 Der Komplementär kann beschließen, durch Zustellung einer Rückkaufsorder den Rückkauf der Aktien eines jeden Aktionärs vorzunehmen und die betreffenden Aktionäre sind verpflichtet, dem Fonds ihre Aktien unter den in dem Verkaufsprospekt und insbesondere den betreffenden Teilfondsspezifika festgelegten Bedingungen zu verkaufen.

Art. 12. Umwandlung von Aktien.

12.1 Die Umwandlung von Aktien eines bestimmten Teilfonds in Aktien eines anderen Teilfonds oder die Umwandlung (oder der Umtausch) von Aktien einer bestimmten Aktienklasse in Aktien einer anderen Aktienklasse desselben Teilfonds oder eines anderen Teilfonds kann je nach Teilfonds bzw. Aktienklasse und wie in den betreffenden Teilfondsspezifika ausgeführt, erlaubt sein.

12.2 Die Komplementäraktie ist nicht umwandelbar.

Abschnitt III - Der Nettoinventarwert

Art. 13. Die Berechnung des NAV.

13.1 Der Nettoinventarwert pro Aktie einer jeden Serie innerhalb der betreffenden Aktienklasse und des betreffenden Teilfonds (der Nettoinventarwert oder NAV) errechnet sich durch die Teilung der gesamten Nettoinventarwerte des Fonds, die der entsprechenden Serie dieser Aktienklasse innerhalb des entsprechenden Teilfonds zugeordnet werden können, das heißt der Wert aller Aktiva abzüglich des Wertes aller Passiva, die dieser Serie zugeordnet werden können, an einem Bewertungstag (wie unten definiert) durch die Anzahl der zu diesem Zeitpunkt ausgegebenen Aktien der betreffenden Serie dieser Aktienklasse des Teilfonds. Der Nettoinventarwert jedes Teilfonds entspricht der Differenz zwischen dem Wert seiner Aktiva und dem Wert seiner Passiva. Der Nettoinventarwert wird in der Referenzwährung der betreffenden Aktienklasse berechnet und kann in jeder anderen, vom Komplementär gegebenenfalls bestimmten Währung dargestellt werden. Der Nettoinventarwert jedes Teilfonds wird in der Referenzwährung des betreffenden Teilfonds berechnet.

13.2 Der Nettoinventargesamtwert des Fonds entspricht dem Gesamtwert aller Vermögenswerte aller Teilfonds und der Vermögenswerte, die den Kommanditistenaktien (sofern vorhanden) und der Komplementäraktie zugeordnet werden können.

13.3 Die Aktiva des Fonds beinhalten hinsichtlich jedes Teilfonds:

1. alle Barbestände, Forderungen oder Bankguthaben, einschließlich der darauf aufgelaufenen anteiligen Zinsen;
2. alle Rechnungen, Zahlungsaufforderungen und Forderungen (einschließlich der Erlöse aus verkauften, aber noch nicht ausbezahlten Wertpapieren);
3. alle Wertpapiere, einschließlich, jedoch nicht begrenzt auf Aktien, Anleihen, Termingeschäfte, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Optionsscheine und andere Wertpapiere, Geldmarktinstrumente und ähnliche Vermögenswerte, die vom Fonds gehalten oder ihm vertraglich zuzuordnen sind;
4. alle auf verzinsliche vermögenswerte angefallenen Zinsen soweit diese nicht im Kurswert dieser Vermögenswerte enthalten oder widerspiegelt sind;
5. alle Aktiendividenden, Bardividenden und Barausschüttungen, die durch den Fonds erhalten werden können, soweit die entsprechenden Informationen dem Fonds in angemessener Weise zur Verfügung stehen;
6. alle Gründungskosten des Fonds, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und Verteilung neuer Aktien, soweit diese noch nicht abgeschrieben wurden und insoweit der Fonds hierfür Ersatz erhalten wird;
7. Marketing und Ausgabekosten der betreffenden Teilfonds (nur in Bezug auf die Rechnungslegung des Teilfonds), die über einen Zeitraum von 5 Jahren zu gleichen Teilen abgeschrieben werden können, sofern dies in den betreffenden Teilfondsspezifika vorgesehen ist;
8. der Liquidationswert aller Termin-Kontrakte sowie Call-oder Put-Optionen, hinsichtlich derer der Fonds eine offene Position hat;

9. alle anderen Vermögenswerte jedweder Art, einschließlich geleisteter Vorauszahlungen.

13.4 Die Bewertung solcher Vermögenswerte wird zum Fair Value unter Berücksichtigung der folgenden Prinzipien erfolgen:

1. der Wert der Kassenbestände oder Bankguthaben, Rechnungen, Mahnungen und Verpflichtungen, Vorauszahlungen, fälligen Dividenden und Zinsen soll zu dem Nennwert dieser Vermögenswerte bewertet werden, es sei denn, es ist unwahrscheinlich, dass dieser Wert realisiert wird. In diesem Falle kann der Komplementär genehmigen, dass der Wert dadurch bestimmt wird, dass ein bestimmter Betrag abgeschrieben wird, um den tatsächlichen Wert der Vermögenswerte wider zu spiegeln;

2. der Wert von übertragbaren Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die an einer offiziellen Börse gelistet oder an einem andern regulierten Markt gehandelt werden, der regelmäßig operiert, als solch regulierter Markt allgemein anerkannt ist und der Öffentlichkeit zur Verfügung steht (Regulierter Markt), wie durch die geltenden Gesetze und Regulierungen definiert, basierend auf dem zuletzt verfügbaren Handelspreis an der Börse, die normalerweise Haupthandelsplatz für solche Wertpapiere ist. Wenn der zuletzt verfügbare Preis nicht repräsentativ ist, wird der Wert basierend auf einem angemessenen, vorhersehbaren Verkaufspreis nach bestem Wissen und Gewissen bestimmt;

3. in dem Falle, dass übertragbare Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente nicht an der Börse notiert sind oder in einem anderen Regulierten Markt gehandelt werden, der durch die Öffentlichkeit allgemein anerkannt ist, wie durch die geltenden Gesetze oder Regulierungen definiert, wird der Wert solcher Vermögenswerte basierend auf einem angemessenen, vorhersehbaren Verkaufspreis nach bestem Wissen und Gewissen bestimmt;

4. Der Liquidationswert von derivativen Verträgen, die nicht an Börsen oder anderen Regulierten Märkten gehandelt werden, entspricht dem jeweiligen Nettoliquidationswert, wie er durch den Komplementär in einer fairen und angemessenen, regelmäßigen Weise festgelegt wird. Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, wird auf der Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder Regulierten Märkten, auf welchen diese Futures, Forwards oder Optionen vom Fonds gehandelt werden, berechnet; sofern ein Future, ein Forward oder eine Option an einem Tag, für welchen der NAV bestimmt wird, nicht liquidiert werden kann, wird der Wert solcher Vermögenswerte basierend auf einem angemessenen, vorhersehbaren Verkaufspreis durch den Komplementär nach bestem Wissen und Gewissen bestimmt;

5. der Wert von Geldmarktinstrumenten, die nicht an einer Börse oder einem anderen regulierten Markt gehandelt werden und die eine verbleibende Laufzeit von unter 12 (zwölf) Monaten, aber mehr als 90 (neunzig) Tagen haben, wird mit dem Nennwert angesetzt, erhöht um die darauf anfallenden Zinsen. Geldmarktinstrumente mit einer verbleibenden Laufzeit von 90 (neunzig) Tagen oder weniger, werden mit der Abschreibungskosten-Methode angesetzt, die dem Marktwert ähnelt;

6. Anteile oder Aktien von UCITS und/oder UCI werden mit ihrem zuletzt bestimmten und verfügbaren NAV, oder wenn ein solcher Preis nicht repräsentativ für den Marktpreis solcher Vermögenswerte ist, mit dem Wert, der durch den Komplementär nach bestem Wissen und Gewissen bestimmt. Anteile oder Aktien eines geschlossenen UCI werden mit dem zuletzt verfügbaren Börsenpreis bewertet;

7. Zinsswaps werden mit ihrem Marktwert bewertet, der durch die anwendbare Zinskurve festgelegt wird;

8. alle anderen Wertpapiere und anderen Vermögenswerte werden mit dem Marktwert bewertet, wie der Komplementär nach bestem Wissen und Gewissen entsprechend der für die ihn festgelegten Vorgehensweisen bestimmt.

Vermögenswerte, die in einer anderen Währung als der Referenzwährung des Teilfonds Euro ausgedrückt sind, werden auf der Basis des Wechselkurses am Bewertungstag in Euro umgewandelt. Wenn ein solcher Wechselkurs nicht verfügbar ist, wird der Wechselkurs durch den Komplementär nach bestem Wissen und Gewissen festgelegt. Der Komplementär kann nach seinem eigenen Ermessen andere Bewertungsmethoden festlegen, wenn er der Ansicht ist, dass diese Bewertungsmethoden den Marktwert der Vermögenswerte des Fonds besser reflektieren.

13.5 Die Passiva des Fonds beinhalten:

1. alle Darlehen, Rechnungen und Verbindlichkeiten;

2. alle angefallenen Zinsen auf Darlehen (einschließlich anfallender Gebühren für das Eingehen einer vertraglichen Darlehensverpflichtung);

3. alle angefallenen oder zahlbaren Ausgaben (einschließlich Verwaltungsausgaben, Beratungshonorare, Verwaltungsgebühren einschließlich Performance Gebühren, Verwahrungsgebühren und Vergütung des Corporate Agent;

4. alle bekannten gegenwärtigen und zukünftigen Verpflichtungen einschließlich aller fälligen vertraglichen Verpflichtungen für Geldzahlungen, einschließlich des Betrags für jedwede beschlossene, aber noch nicht getätigte Ausschüttung des Fonds;

5. alle anderen Verbindlichkeiten jeglicher Art und Natur, die in Übereinstimmung mit den allgemein anerkannten Buchführungsreglungen stehen; und

6. alle Kosten und Ausgaben eines jedem Komitees im Zusammenhang mit dem Verlauf des Fondsgeschäfts (sofern vorhanden) und den Generalversammlungen.

13.6 Zur Bestimmung der vom Komplementär aus seinen Management Gebühren zu tragenden Kosten sind die dem Fonds zuzurechnenden Kosten herauszurechnen wie z.B. Weiterbildungskosten, Honorare, Ausgaben und angemessene

Spesen der Buchführer und deren Korrespondenten, der Investment Manager wie auch einer jeden anderen Person, die bei dem Fonds angestellt ist, die Vergütung der Geschäftsführer und deren angemessene Spesen, Versicherungskosten und angemessene Reisekosten im Zusammenhang mit Versammlungen des Komplementärs und des Investment Komitees, Honorare und Ausgaben im Zusammenhang mit Rechtsberatung oder Auditservices, jede Gebühren und Ausgaben im Zusammenhang mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung der Registrierung des Fonds mit jeglichen staatlichen Einrichtungen oder Börsen des Großherzogtums Luxemburg und anderen Ländern, Lizenzgebühren für die Nutzung verschiedener Indizes, Melde- und Publizierungskosten einschließlich der Kosten für die Anfertigung, Übersetzung, den Druck, die Werbung und die Verteilung des Verkaufsprospekts, weitere erläuternde Verkaufsdokumente, wiederkehrende Berichte und Registrierungsberichte, die Kosten für die Publizierung des NAVs und anderer Informationen im Zusammenhang mit der Ermittlung der Werte des Fonds, die Kosten für das Drucken der entsprechenden Zertifikate, sofern erforderlich, und die Kosten für jede Art von Bericht an die Aktionäre, die Kosten für die Einberufung und Durchführung einer Generalversammlung der Aktionäre, der Versammlung des Komplementärs und der Versammlung von Komitees, alle Steuern, Honorare, staatliche und ähnliche Gebühren und alle anderen operationellen Ausgaben, einschließlich der Kosten für den An- und Verkauf der Vermögenswerte, Transaktionsgebühren, die Kosten für die Veröffentlichung des Ausgabe- und Rücknahmepreises, Zinsens, Bank- und Brokergebühren, Postkosten, Versicherungen, Telefon und Telex. Der Fonds kann administrative und andere Kosten auf einer regelmäßigen und wiederkehrenden Basis anhäufen basierend auf dem jährlichen oder für den relevanten Zeitraum geschätzten Betrag. Solche Verbindlichkeiten werden den Teilfonds anteilig zugeordnet entsprechend des betreffenden NAVs.

13.7 Die Aktiva und Passiva verschiedener Teilfonds oder verschiedener Aktienklassen innerhalb desselben Teilfonds werden wie folgt zugeordnet:

1. die Einkünfte, die durch die ausgegebenen Aktien einer bestimmten Aktienklasse eines bestimmten Teilfonds erwirtschaftet werden, sofern anwendbar, werden im Rahmen der Buchführung des Fonds bei dem betreffenden Teilfonds und in der relevanten Aktienklasse erfasst werden, sofern anwendbar;

2. wo Vermögenswerte mit Hilfe eines anderen Vermögenswerts erwirtschaftet werden, wird dieser erwirtschafteter Vermögenswert, soweit anwendbar, im Rahmen der Buchführung des Fonds bei demselben Teilfonds und derselben Aktienklasse erfasst, sofern anwendbar, wie der Vermögenswert, mit Hilfe dessen die Einkünfte erwirtschaftet wurden, und jede Neubewertung eines Vermögenswerts, jede Wertsteigerung oder Wertminderung wird dem entsprechenden Teilfonds und der entsprechenden Aktienklasse zugeordnet, sofern anwendbar.

3. wo der Fonds einer Verbindlichkeit unterliegt, die einem bestimmten Vermögenswert eines bestimmten Teilfonds und einer bestimmten Aktienklasse zuzuordnen ist, sofern anwendbar, oder einer bestimmten Aktion im Hinblick auf einen bestimmten Teilfonds und eine bestimmte Aktienklasse, sofern anwendbar, wird diese Verbindlichkeit dem relevanten Teilfonds und der relevanten Aktienklasse zugeordnet, sofern anwendbar;

4. an dem Tag, an dem die Beendigung der Dividendenberechtigung einer Person in Bezug auf eine Aktie einer bestimmten Aktienklasse eines bestimmten Teilfonds in den Büchern des Fonds eingetragen wird, sofern anwendbar, wird der Betrag der entsprechenden Dividende reduziert; und

5. in dem Fall, wo ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit des Fonds einem bestimmten Teilfonds und einer bestimmten Aktienklasse nicht zugeordnet werden kann, sofern anwendbar, wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit anteilig des entsprechenden NAVs allen Teilfonds und allen Aktienklassen zugeordnet, sofern anwendbar, oder in einer solchen Weise, wie sie durch den Komplementär nach bestem Wissen und Gewissen bestimmt wurde.

13.8 Zum Zwecke der NAV-Berechnung:

1. werden Aktien, die zurückgenommen werden in Übereinstimmung mit den in dem Verkaufsprospekt festgelegten Voraussetzungen so behandelt, als wenn diese existieren und berücksichtigt bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, der durch den Komplementär als relevanter Bewertungstag bestimmt wird, bis zu dem Zeitpunkt, zu dem der Fonds den entsprechenden Preis bezahlt hat; der Preis wird dementsprechend als Verbindlichkeit des relevanten Teilfonds und Aktienklasse behandelt, sofern anwendbar.

2. Aktien, die ausgegeben werden, werden so behandelt, als wenn sie ab dem durch den Komplementär spezifizierten Bewertungszeitpunkt ausgegeben wurden und von dem Zeitpunkt bis zum Erhalt des Preises durch den relevanten Teilfonds und die relevante Aktienklasse, wird der Preis demgemäß als Forderung des relevanten Teilfonds und der relevanten Aktienklasse behandelt, sofern anwendbar;

3. alle Investments, Barkonten und andere Vermögenswerte, die in einer anderen Währung als der Währung, in der der NAV des relevanten Teilfonds und der relevanten Aktienklasse ausgedrückt sind, werden mit dem vorherrschenden Wechselkurs des entsprechenden Haupthandelsplatzes dieses Vermögenswerts am Handelstag zum Bewertungszeitpunkt bewertet;

4. wenn der Fonds zu einem Bewertungszeitpunkt folgende vertragliche Verpflichtungen eingegangen ist:

a. beim Ankauf eines Vermögenswertes wird der Ankaufspreis bei dem relevanten Teilfonds und der relevanten Aktienklasse, sofern anwendbar, als Verbindlichkeit verbucht und der Wert des zu erwerbenden Vermögenswertes wird als Vermögenswert des relevanten Teilfonds und der relevanten Aktienklasse wider gespiegelt, sofern anwendbar;

b. beim Verkauf eines Vermögenswertes wird der Wert des Verkaufspreises bei dem relevanten Teilfonds und der relevanten Aktienklasse verbucht, sofern anwendbar, und der Vermögenswert, der verschafft werden soll, wird nicht bei dem relevanten Teilfonds und der relevanten Aktienklasse verbucht; und

c. Sofern der exakte Wert oder die Natur solcher Bewertungen oder eines solchen Vermögenswertes zum Bewertungszeitpunkt nicht bekannt ist, bestimmt der Komplementär den Wert nach bestem Wissen und Gewissen.

13.9 Die Referenzwährung des Fonds ist Euro (EUR). Jeder Teilfonds (und jede Aktienklasse innerhalb eines Teilfonds) kann unterschiedliche Referenzwährungen haben. Der NAV der Aktien eines Teilfonds sowie innerhalb jedes Teilfonds der NAV jeder Aktienklasse, sofern anwendbar, ist in der jeweiligen Referenzwährung des betreffenden Teilfonds bzw. der Referenzwährung der jeweiligen Aktienklasse, sofern anwendbar, ausgedrückt. Dies ist in den Teilfondsspezifika näher dargelegt.

13.10 Der Komplementär hat die Bewertungsmethoden angenommen, entsprechend der die Investments des Fonds zum Fair Value (juste valeur) ermittelt werden. Der Komplementär kann nach seinem eigenen Ermessen und bestem Wissen und Gewissen andere Bewertungsmethoden zulassen, sofern diese nach seiner Ansicht den Fair Value (juste valeur) der Vermögenswerte des Fonds besser reflektieren.

13.11 Die Aktiva und Passiva des Fonds, die in einer anderen Währung als der Referenzwährung des Fonds ausgedrückt sind, werden auf Basis des Wechselkurses am Bewertungstag des entsprechenden Handelstags (wie in den relevanten Teilfondsspezifika dargelegt) in die Referenzwährung umgerechnet. Wenn ein solcher Wechselkurs nicht verfügbar ist, wird der Wechselkurs durch den Komplementär nach seinen Bewertungsmethoden und nach bestem Wissen und Gewissen bestimmt.

13.12 Sofern keine Arglist, Bösgläubigkeit oder offensichtliche Fehler vorliegen, ist die Entscheidung in Bezug auf die NAV Berechnung durch den Komplementär oder den Administrator endgültig und bindend für den Fonds und gegenwärtige oder zukünftige Aktionäre.

Art. 14. Häufigkeit und zeitweilige Aussetzung der Berechnung des NAV der Aktien und der Ausgabe, Rücknahme und Umwandlung von Aktien.

14.1 Die Bewertung der Vermögenswerte eines Teilfonds und die Berechnung des NAV pro Aktie wird durch den Komplementär oder einen entsprechend bevollmächtigten Dienstleister unter Aufsicht des Komplementärs in der Häufigkeit, wie in den betreffenden Teilfondsspezifika festgelegt, durchgeführt (Bewertungstag).

14.2 Der Fonds ist berechtigt, die Berechnung des NAV, die Ausgabe, Wandlung oder Rückgabe von Aktien einer jeden Aktienklasse in den folgenden Fällen zeitweilig auszusetzen und darüber hinaus in den Fällen in Bezug auf einen bestimmten Teilfonds, wie unter den in den Teilfondsspezifika festgelegten Voraussetzungen:

(a) Während des Zeitraums, in dem jede Hauptbörse oder jeder andere Regulierte Markt, an dem eine erhebliche Anzahl der Fondsinvestments, die dem relevanten Teilfonds von Zeit zu Zeit zuzuordnen sind, angeboten oder gehandelt wird geschlossen ist aus anderen Gründen als einem regulären Feiertag, oder während welchem der Handel beschränkt oder ausgesetzt ist, vorausgesetzt dass diese Beschränkungen oder Aussetzung die Bewertung der dem Teilfonds zuzuordnenen Fondsinvestments, die dort gehandelt werden, beeinträchtigt ist; oder

(b) Während der Existenz einer staatlichen Angelegenheit, die eine Notfallsituation aus Sicht des Komplementärs darstellt, aufgrund der die Verfügbarkeit oder Bewertung der Vermögensgegenstände des Fonds, die dem relevanten Teilfonds zuzuordnen sind, beeinträchtigt sein würde; oder

(c) Während eines Zusammenbruchs der Kommunikationsmedien, die normalerweise verwendet werden, um den Preis oder Wert eines Fondsinvestments, welches dem Teilfonds zuzuordnen ist oder den aktuellen Handelspreis eines dem relevanten Teilfonds zuzuordnenden Vermögenswertes, der an einer Börse gehandelt wird oder an einem anderen Regulierten Markt beeinträchtigt ist; oder

(d) Wenn aus irgendeinem anderen Grund die Preise der Investments, die vom Fonds gehalten werden und dem Teilfonds zuzuordnen sind, nicht unverzüglich oder akkurat zu bestimmen sind; oder

(e) Während eines Zeitraum, in dem es dem Komplementär unmöglich ist, die Fondsmittel zum Zwecke von Zahlungen oder Rückzahlungen bei Aktienrückgaben des relevanten Teilfonds umzusetzen oder während welchen jeder Transfer von Fondsmitteln für die Realisierung oder den Ankauf von Investments oder Zahlungen aufgrund einer Rückgabe von Aktien nicht im Sinne des Komplementärs zu den normalen Wechselkursen umgesetzt werden kann.

14.3 Während einer solchen Aussetzungsperiode dürfen keine Aktien ausgegeben, umgewandelt oder zurück genommen werden.

14.4 Soweit möglich, sollen alle angemessenen Maßnahmen getroffen werden, damit dieser Zeitraum der Aussetzung so schnell wie möglich beendet wird.

Abschnitt IV - Verwaltung

Art. 15. Verwaltung.

15.1 Der Fonds wird durch den Komplementär verwaltet, der unbeschränkt haftender Aktionär (associé-gérant-commandité) ist und der persönlich als Gesamtschuldner zusammen mit dem Fonds für die Verbindlichkeiten des Fonds haftet, die nicht aus den Vermögenswerten des Fonds befriedigt werden können. Die Kommanditisten haben Handlungen oder die Übernahme von Positionen, die über die Ausübung ihrer Rechte als Kommanditisten in Generalversammlungen hinausgehen, zu unterlassen. Wird dieses eingehalten, haften sie nur bis zur Höhe ihrer abgegebenen Zeichnungsverpflichtung (sofern anwendbar) oder bis zur Höhe ihrer Kapitaleinlage in dem Fonds gemäß vorstehendem Artikel 9.

15.2 Der Komplementär hat die umfassendsten Rechte, alle administrativen Tätigkeiten und Verfügungen, die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder aufgrund dieser Satzung der Generalversammlung der Aktionäre vorbehalten sind, im Interesse des Fonds und jeweils unter Einhaltung der Anlageziele und -strategien des Fonds vorzunehmen.

15.3 Der Komplementär kann in den nachstehenden Fällen durch einstimmigen Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, bei der mindestens 66 % der ausgegebenen Stimmrechte des Fonds repräsentiert sein müssen, als geschäftsführender Komplementär entfernt werden:

(a) Bei jeder Handlung des Komplementärs oder einer durch diesen zur Erfüllung einer Verpflichtung ganz oder teilweise beauftragten Person, die durch einen Schiedsrichter oder das zuständige Gericht in letztinstanzlicher Entscheidung als arglistig qualifiziert wurde, sofern diese Handlung nicht innerhalb von 60 (sechzig) Tagen nach Mitteilung an den Komplementär behoben wird; oder

(b) wenn ein Schiedsrichter oder ein zuständiges Gericht festgestellt hat, dass der Komplementär oder eine durch diesen zur Erfüllung einer Verpflichtung ganz oder teilweise beauftragte Person vorsätzlich oder grob fahrlässig eine oder mehrere der Bestimmungen in den Dokumenten des Fonds verletzt hat, sofern diese Verletzung nicht innerhalb von 60 (sechzig) Tagen nach Mitteilung an den Komplementär behoben wird.

15.4 Der Komplementär kann unter seiner vollen Verantwortung bei der Verwaltung der Vermögenswerte des Fonds durch einen oder mehrere Investment Manager und/oder Anlageberater unterstützt werden. Der Komplementär kann ferner und auch unter seiner vollen Verantwortung seine Rechte im Zusammenhang mit der Verwaltung der Vermögenswerte des Fonds oder eines spezifischen Teilfonds auf einen oder mehrere Dienstleister übertragen.

Art. 16. Zeichnungsberechtigung. Gegenüber Dritten wird der Fonds durch die alleinige Unterschrift des Komplementärs wirksam gebunden, der durch einen oder mehrere zeichnungsberechtigte Personen vertreten werden kann oder durch die alleinige oder gemeinschaftliche Unterschrift anderer Personen, an die eine entsprechende Zeichnungsberechtigung durch den Komplementär erteilt wurde, wobei der Komplementär diese Person nach seinem eigenen Ermessen bestimmt.

Art. 17. Delegation von Kompetenzen.

17.1 Der Komplementär kann einen oder mehrere Angestellte ernennen einschließlich eines Generalbevollmächtigten, eines Assistenten des Generalbevollmächtigten, einer Administration wie auch eines jeden anderen Angestellten, der für die Operation und die Verwaltung des Fonds oder eines Teilfonds für notwendig erachtet wird. Eine solche Beauftragung kann durch den Komplementär zu jedem Zeitpunkt aufgekündigt werden. Die Beauftragten müssen nicht unbedingt Aktionäre des Fonds sein. Sofern keine gegenteiligen Bestimmungen in den Artikeln dieser Satzung enthalten sind, üben die Beauftragten alle Rechte und Pflichten aus, die ihnen durch den Komplementär übertragen wurden. Der Komplementär kann darüber hinaus andere Dienstleister beauftragen, die nicht dem Komplementär angehören müssen und welche die ihnen durch den Komplementär übertragenden Rechte und Pflichten ausüben können.

17.2 Der Komplementär kann von Zeit zu Zeit ein oder mehrere Komitee(s) einsetzen, welche sich aus Angehörigen des Komplementärs zusammensetzen und/oder externen Personen, an welche der Komplementär die Rechte und Pflichten delegieren kann, wie er es für angemessen erachtet.

Art. 18. Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen.

18.1 Der Komplementär bestimmt unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung und im Einklang mit dem Verkaufsprospekt die Anlagepolitiken und Strategien jedes Teilfonds des Fonds sowie die Durchführung der Verwaltung und Geschäfte des Fonds im Rahmen der durch den Komplementär festgelegten Beschränkungen und in Übereinstimmung mit den anwendbaren Gesetzen und Verordnungen.

18.2 Der Fonds kann für jeden Teilfonds, sofern dies in den betreffenden Teilfondsspezifika vorgesehen ist, spezielle Techniken und Instrumente im Zusammenhang mit übertragbaren Wertpapieren, Währungen oder jedem anderen Vermögenswert oder Finanzinstrument anwenden, um Risiken abzusichern oder eine effiziente Verwaltung des Portfolios sicherzustellen..

Art. 19. Interessenkonflikte.

19.1 Die Wirksamkeit der Verträge und sonstigen Transaktionen zwischen dem Fonds und anderen Gesellschaften oder Unternehmen wird nicht dadurch beeinträchtigt oder unwirksam, dass ein oder mehrere Geschäftsführer oder Angestellte des Komplementärs eine Aktie halten oder Aktionäre, Geschäftsführer, Angestellte oder Mitarbeiter dieser anderen Gesellschaft oder dieses anderen Unternehmens sind, mit welchem der Fonds diesen Vertrag abgeschlossen hat oder anderweitig in Geschäftsbeziehung steht. Jeder Geschäftsführer des Komplementärs, der als Geschäftsführer, Angestellter oder Mitarbeiter einer solchen anderen Firma, mit welcher der Fonds einen Vertrag geschlossen hat oder anderweitig geschäftlich verbunden ist, ist aufgrund dieser Verbindung davon ausgenommen, bei Themen, die im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder Geschäft stehen, mitzubeschließen oder Stimmrechte auszuüben.

19.2 In dem Fall, dass ein Geschäftsführer des Komplementärs bei Transaktionen des Fonds andere Interessen verfolgt als die Interessen des Fonds, muss dieser Geschäftsführer den Interessenkonflikt dem Komplementär anzeigen und darf über eine solche Transaktion nicht mitbeschließen oder abstimmen und bei jeder solchen Transaktion muss über die entsprechenden Interessen des Geschäftsführers bei der nächsten Aktionärsversammlung berichtet werden.

19.3 Der Interessenkonflikt der vorstehenden Absätze soll jedoch keine Beziehungen mit oder Interessen eines jeden Themas einschließen, einer jeden Position oder Transaktion, bei der ein Sponsor beteiligt ist, der Investment Manager, die Verwahrungsstelle, die ausschüttenden Stellen oder jede andere Person, Gesellschaft oder Firma, die von Zeit zu Zeit durch den Komplementär nach seinem Ermessen bestimmt wird.

Art. 20. Vergütung.

20.1 Der Fonds stellt jedes Mitglied der Geschäftsführung des Komplementärs, den Komplementär, den/die Anlageberater, der/die Investment Manager, die Depotbank, die Verwahrungsstelle, die Register- und Transferstelle und mit diesen verbundene Unternehmen, sowie Mitarbeiter, deren Erben, ausführende Personen und Verwalter von diesen sind im Zusammenhang mit jeder Handlung, jedem Gerichtsverfahren bei denen sie gegebenenfalls aufgrund ihrer derzeitigen oder früheren Stellung als oder Funktion als Geschäftsführer des Komplementärs, Komplementär, Anlageberater, Investment Manager, Depotbank, Verwahrungsstelle, die Register- und Transferstelle und mit diesen verbundene Unternehmen sowie Mitarbeitern Partei sind, oder, auf Anfrage als derzeitiges oder früheres Mitglied jeder anderen Einheit/Gesellschaft, in die der Fonds oder ein Teilfonds investiert oder für die der Fonds oder ein Teilfonds Gläubiger bzw. Kreditgeber ist und gegen diese kein Recht auf Freistellung besteht, von entstandenen angemessenen Kosten frei, es sei denn, es handelt sich um Angelegenheiten, für die sie schließlich für vorsätzliches, arglistiges oder grob fahrlässiges Verhalten haftbar gemacht werden können; in dem Falle einer Schlichtung wird die Freistellung nur im Zusammenhang mit Angelegenheiten gewährt, die durch die Schlichtung, bei der der Fonds durch einen Rechtsberater in der Form beraten wurde, dass die freizustellende Person nicht vorsätzlich, arglistig oder grob fahrlässig gehandelt hat, gedeckt ist.

20.2 Der Komplementär kann festlegen, dass dem Komplementär oder einem Mitglied der Geschäftsführung des Komplementärs im Rahmen dieses Artikels tatsächlich entstandene Kosten dieser freizustellenden Person ausgelegt werden, vorausgesetzt, dass diese Person die Auslagen zurückzahlt, sollte endgültig entschieden sein, dass sie nicht den Sorgfaltsstandard angewendet hat, für den eine Freistellung gewährt wird.

20.3 Das vorgenannte Freistellungsrecht schließt weitere Rechte der betreffenden Person nicht aus.

Abschnitt V - Generalversammlungen

Art. 21. Kompetenzen und Stimmrechte.

21.1 Jede ordnungsgemäß zustande gekommene Versammlung von Aktionären (die Generalversammlung) repräsentiert die Gesamtheit aller Aktionäre des Fonds. Jeder Beschluss erfordert die Zustimmung des Komplementärs.

21.2 Jede Aktie berechtigt seinen Inhaber zu einer (1) Stimme bei jeder Generalversammlung. Aktienbruchteile können bis zu drei (3) Nachkommastellen ausgegeben werden. Die mit Aktienbruchteilen verbundenen Stimmrechte sind proportional zu dem entsprechenden Aktienbruchteil.

Art. 22. Einberufung und Teilnahme.

22.1 Die jährliche Generalversammlung findet jedes Jahr am Sitz des Fonds oder jeder anderen in der Einladung angegebenen Adresse in Luxembourg statt. Die jährliche Generalversammlung findet jedes Jahr am zweiten Mittwoch im Monat Juni um 11.00 Uhr (Luxembourger Zeit) statt, es sei denn, dieser Tag ist kein Werktag. In letzterem Falle wird die Generalversammlung an dem darauf folgenden Werktag abgehalten.

22.2 Die Ladungsfristen, das Einberufungsverfahren sowie die Regeln für den Ablauf der Generalversammlungen des Fonds folgen den Bestimmungen des Gesetzes von 1915, sofern in dieser Satzung nichts Abweichendes geregelt ist.

22.3 Die Generalversammlung der Aktionäre tritt auf Einladung des Komplementärs, die die Tagesordnung enthält und spätestens acht (8) Kalendertage vor der Versammlung per Einschreiben an die Aktionäre versandt wurde, zusammen. Der Komplementär kann nach seinem Ermessen Voraussetzungen bestimmen, die die Aktionäre zu erfüllen haben, um an der Generalversammlung wirksam teilzunehmen.

22.4 Sind alle Aktionäre anwesend oder vertreten und betrachten sie sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung informiert, kann die Generalversammlung ohne vorherige Einladung stattfinden.

22.5 Aktionäre, die ein Zehntel (1/10) des Kapitals des Fonds repräsentieren, können vom Komplementär verlangen, dass eine Generalversammlung einberufen wird.

22.6 Jeder Aktionär kann einer anderen Person (die nicht Aktionär des Fonds zu sein braucht) eine schriftliche Vollmacht erteilen, um sich in der Generalversammlung vertreten zu lassen.

22.7 Jeder Aktionär kann an einer Generalversammlung per Telefon oder Videokonferenz oder jeder andere Kommunikationsmöglichkeit, die allen teilnehmenden Personen erlaubt einander zu identifizieren, zu hören und miteinander zu sprechen, teilnehmen. Die Teilnahme an einer Generalversammlung mit Hilfe dieser Mittel wird als gleichwertig zu einer persönlichen Teilnahme angesehen.

22.8 Jeder Aktionär kann auch mittels Abstimmungsformularen, welche von dem Fonds ausgegeben wurden, abstimmen. Diese Abstimmungsformulare enthalten das Datum, den Ort und die Tagesordnung der Generalversammlung, den Text der vorgeschlagenen Beschlüsse, sowie für jeden vorgeschlagenen Beschluss drei Kästen, welche es dem Aktionär erlauben, a) für oder b) gegen eine vorgeschlagene Beschlussfassung zu stimmen, oder sich c) der Stimme zu enthalten. Die Abstimmungsformulare sind durch den Aktionär an den Sitz des Fonds zurück zu senden. Der Fonds akzeptiert nur solche Abstimmungsformulare, welche er vor dem in der Einladung zu der Generalversammlung angegebenen Termin

der Generalversammlung erhält. Abstimmungsformulare, welche weder eine Abgabe der Stimme (für oder gegen den vorgeschlagenen Beschluss) noch eine Stimmenthaltung ausweisen, sind nichtig.

Art. 23. Quoren und Mehrheitsverhältnisse.

23.1 Vorbehaltlich der Gesetze oder anderweitiger Bestimmungen in dieser Satzung, werden Beschlüsse einer Generalversammlung mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unabhängig von dem Anteil des Kapitals des Fonds, welches bei einer solchen Versammlung repräsentiert ist, wobei jeder Beschluss nur mit Zustimmung des Komplementärs wirksam gefasst werden kann.

23.2 Die Generalversammlung kann diese Satzung nur abändern, wenn mindestens die Hälfte des Kapitals des Fonds repräsentiert ist und die Tagesordnung die vorgeschlagenen Änderungen der Satzung, sowie im Falle der Änderung des Zwecks oder der Form des Fonds, die vorgeschlagene Formulierung, enthält. Wird dieses Quorum nicht erreicht, kann eine zweite Versammlung durch zweimalige Veröffentlichung in einem Abstand von mindestens fünfzehn (15) Tagen und mindestens fünfzehn (15) Tage vor der nächsten Generalversammlung im Mémorial und zwei Luxemburgischen Zeitungen einberufen werden. Diese Veröffentlichungen enthalten die Tagesordnung der Generalversammlung und nennen das Datum sowie das Ergebnis der letzten Generalversammlung. Die zweite Generalversammlung ist beschlussfähig unabhängig vom Anteil des repräsentierten Kapitals des Fonds. In beiden Generalversammlungen werden Beschlüsse mit einer Mehrheit von 2/3 der abgegebenen Stimmen gefasst. Der Komplementär hat jeweils ein Vetorecht.

23.3 Wird eine Generalversammlung einberufen, um über die Entfernung des Komplementärs oder über den Abschluss eines Vertrags zwischen dem Komplementär und dem Fonds zu entscheiden, darf der Komplementär nicht an der Abstimmung teilnehmen und hat dementsprechend auch kein Vetorecht. Er hat lediglich das Recht den Kommanditisten über seine Ansicht hinsichtlich des betroffenen Beschlusses zu informieren.

23.4 Die Nationalität des Fonds sowie die Zeichnungsverpflichtung eines jeden Aktionärs können nur durch die einstimmige Zustimmung aller Aktionäre abgeändert werden.

Art. 24. Büro der Versammlung und Sitzungsprotokoll.

24.1 Der Komplementär oder jede von diesem ordnungsgemäß bevollmächtigte Person hat den Vorsitz in den Generalversammlungen.

24.2 Das Sitzungsprotokoll der Generalversammlung wird durch den Vorsitzenden der Versammlung, den durch den Komplementär ernannten Schriftführer und den durch die Generalversammlung gewählten Stimmenzähler unterschrieben.

Art. 25. Generalversammlungen von Teilfonds.

25.1 Der Komplementär kann jederzeit eine Generalversammlung eines oder mehrerer spezifischer Teilfonds einberufen, um über ein bestimmtes Thema zu entscheiden, welches ausschließlich im Zusammenhang mit diesem/diesen Teilfonds steht.

25.2 Die gesetzlichen Bestimmungen und die Regelungen dieser Satzung, die für Generalversammlungen des Fonds gelten, sind, soweit möglich, mutatis mutandis auf die Generalversammlungen der Aktionäre eines oder mehrerer bestimmter Teilfonds anwendbar.

Abschnitt VI - Konten - Ausschüttungen

Art. 26. Geschäftsjahr und Konten.

26.1 Das Geschäftsjahresende des Fonds beginnt jedes Jahr am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

26.2 Der Komplementär erstellt jedes Jahr einen den Bestimmungen des Gesetzes von 2007 entsprechenden Jahresbericht. Dieser muss eine Bilanz oder eine Aufstellung der Aktiva und Passiva, eine Gewinn- und Verlustrechnung, einen Bericht über die Aktivitäten des abgelaufenen Geschäftsjahres sowie jede andere wesentliche Information enthalten.

26.3 Der Jahresbericht muss durch die jährliche Generalversammlung genehmigt werden.

Art. 27. Referenzwährung.

27.1 Der Fonds erstellt einen konsolidierten Abschluss in Euro. Zur Bestimmung des Fondskapitals werden die einem Teilfonds zurechenbaren Nettoinventarwerte, die nicht auf Euro lauten, in Euro umgerechnet und das Kapital wird aus dem Gesamtwert aller Nettoinventarwerte aller Teilfonds ermittelt.

Art. 28. Abschlussprüfer.

28.1 Die Rechnungsdaten im Zusammenhang mit dem Jahresbericht des Fonds werden durch einen Wirtschaftsprüfer («réviseur d'entreprises agréé») geprüft, der durch die Aktionäre ernannt und vom Fonds vergütet wird.

28.2 Der Abschlussprüfer erfüllt die nach dem Gesetz von 2007 bestimmten Pflichten.

Art. 29. Ausschüttungen.

29.1 Die jährliche Generalversammlung der Aktionäre beschliesst die durch den Komplementär vorgeschlagene und mit den Gewinnverteilungsregeln des Verkaufsprospekts und insbesondere den Teilfondsspezifika im Einklang stehende Gewinnverteilung.

29.2 Der Komplementär entscheidet nach freiem Ermessen, ob Zwischenausüttungen zu jedem beliebigen Zeitpunkt erfolgen, es sei denn, der Verkaufsprospekt und insbesondere die betreffenden Teilfondsspezifika sehen etwas anderes vor.

29.3 Die Ausschüttungen werden in Euro oder in der Referenzwährung eines Teilfonds und zu jedem Zeitpunkt und an jedem Ort, wie der Komplementär von Zeit zu Zeit bestimmt, ausbezahlt.

29.4 Ausschüttungen durch die der NAV des Fonds unter das nach dem Gesetz von 2007 erforderliche Mindestkapital wie in vorstehendem Artikel 5.3 bestimmt fällt, sind nicht zulässig.

Abschnitt VII - Auflösung - Liquidation

Art. 30. Laufzeit, Auflösung und Verschmelzung von Teilfonds.

30.1 Teilfonds können auf unbestimmte Zeit oder für einen festgelegten Zeitraum aufgelegt werden. Dieser wird im Verkaufsprospekt, insbesondere in den betreffenden Teilfondsspezifika, festgelegt.

30.2 Der Komplementär kann ferner beschließen, einen Teilfonds zu liquidieren, sofern der Nettoinventarwert des Teilfonds unter den Betrag gefallen ist bzw. den Betrag nie erreicht hat, den der Komplementär als Mindestbetrag für den betreffenden Teilfonds festgelegt hat, um diesen in wirtschaftlich sinnvoller Art und Weise zu verwalten oder wenn eine Veränderung der wirtschaftlichen oder politischen Situation hinsichtlich des betroffenen Teilfonds seine Liquidation rechtfertigt. Alle Aktionäre erhalten vom Fonds eine Mitteilung über jede Entscheidung, einen betreffenden Teilfonds zu liquidieren. Diese Mitteilung muss vor dem Tag des In-Kraft-Tretens der Liquidation erfolgen und enthält Informationen zu den Gründen, dem Verfahren und den Maßnahmen der Liquidation.

30.3 Unter den gleichen vorstehend dargestellten Voraussetzungen kann der Komplementär die Beendigung eines Teilfonds und Übertragung seiner Vermögenswerte auf einen anderen, bereits existierenden oder neuen Teilfonds oder einen anderen Investmentfonds beschließen. Der Komplementär kann die Verschmelzung zweier oder mehrere Teilfonds vornehmen, wenn er der Ansicht ist, dass ein solches Vorgehen im besten Interesse der Aktionäre der betreffenden Teilfonds ist. Betroffene Aktionäre werden über jede derartige Entscheidung und die wesentlichen Informationen hinsichtlich des neuen Teilfonds benachrichtigt. Die Mitteilung erfolgt mindestens einen Monat vor In-Kraft-Treten der Verschmelzung, um den Aktionären die Möglichkeit einzuräumen, ihre Aktien kostenfrei zurückzugeben, bevor die Verschmelzung wirksam wird.

30.4 Wenn Vermögenswerte auf einen anderen Investmentfonds verschmolzen werden sollen, ist die Verschmelzung nur für die Aktionäre des betreffenden Teilfonds bindend, die einer solchen Verschmelzung ausdrücklich zugestimmt haben. Ist dem Komplementär nicht die Entscheidungsbefugnis zur Liquidation oder Verschmelzung eines Teilfonds zugewiesen oder beschließt der Komplementär, diese Entscheidung den Aktionären zur Zustimmung vorzulegen, so fällt die Generalversammlung der Aktionäre des betreffenden Teilfonds an Stelle des Komplementärs die Entscheidung. In einem solchen Fall entscheidet die Generalversammlung der Aktionäre mit einer Mehrheit von 50 % der Stimmen des auf der Generalversammlung repräsentierten ausgegebenen Gesellschaftskapitals über die Auflösung. Es bestehen keine Quorumserfordernisse. Aktionäre werden über jede Entscheidung zur Liquidation oder Verschmelzung mindestens einen Monat vor In-Kraft-Treten der Liquidation oder Verschmelzung des Teilfonds informiert, um den Aktionären die Möglichkeit einzuräumen, ihre Aktien kostenfrei zurückzugeben, bevor die Liquidation oder Verschmelzung wirksam wird.

30.5 Sobald eine Entscheidung zur Liquidation oder Verschmelzung eines Teilfonds getroffen ist, ist die Ausgabe von Aktien dieses Teilfonds verboten und als nichtig anzusehen.

30.6 Jeder Teilfonds kann separat und ohne Beeinträchtigung eines anderen Teilfonds aufgelöst werden. Die Auflösung des letzten bzw. einzigen Teilfonds führt ipso iure zur Liquidation des Fonds.

Art. 31. Auflösung und Liquidation des Fonds.

31.1 Der Fonds kann jederzeit durch Beschluss der Generalversammlung, der unter Berücksichtigung der für die Änderung dieser Satzung geltenden Bestimmungen gefasst werden muss, aufgelöst werden. Der Fonds wird auch bei Auflösung des letzten existierenden Teilfonds aufgelöst.

31.2 Sobald das Kapital des Fonds unter zwei Drittel (2/3) des Mindestkapitals gemäß vorstehendem Artikel 5.3 fällt, wird die Frage der Auflösung des Fonds durch den Komplementär der Generalversammlung der Aktionäre vorgelegt. In diesem Fall tritt die Generalversammlung ohne Quorumserfordernis zusammen und die Auflösung wird durch Zustimmung von 50% der in der Generalversammlung der Aktionäre repräsentierten ausgegebenen Aktien beschlossen.

31.3 Sobald das Kapital des Fonds unter ein Viertel (1/4) des Mindestkapitals gemäß vorstehendem Artikel 5.3 fällt, wird die Frage der Auflösung des Fonds durch den Komplementär der Generalversammlung der Aktionäre vorgelegt. In diesem Fall tritt die Generalversammlung ohne Quorumserfordernis zusammen und die Auflösung wird durch Zustimmung von 25% der in der Generalversammlung der Aktionäre repräsentierten ausgegebenen Aktien beschlossen.

31.4 Wenn eine Generalversammlung der Aktionäre nach den vorstehenden Artikeln 31.2 oder 31.3 erforderlich ist, muss diese Generalversammlung so einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach der Ermittlung, dass der Nettoinventarwert des Fonds unter 2/3 oder 1/4 des gesetzlichen Mindestkapitals, je nachdem was zutrifft, gefallen ist, abgehalten werden kann.

31.5 Im Fall der Auflösung des Fonds wird die Liquidation durch einen oder mehrere durch die CSSF zu genehmigende und durch die Generalversammlung der Aktionäre, die über die Liquidation entscheidet, ernannte Liquidatoren (die na-

türliche oder juristische Personen sein können) durchgeführt. Das Verfahren der Liquidation wird gemäß dem in Luxemburg geltenden Recht durchgeführt.

Art. 32. Liquidationserlöse.

32.1 Die Netto-Liquidationserlöse, die den jeweiligen Teilfonds zuzuordnen sind, werden durch den Liquidator/die Liquidatoren an die Aktionäre des relevanten Teilfonds entsprechend den Regeln über die Gewinnverteilung des betreffenden Teilfonds wie in Artikel 30 beschrieben, ausgekehrt.

32.2 Liquidationserlöse, die bei der Durchführung der Liquidation nicht an die Berechtigten ausgekehrt werden können, werden bei der Luxemburger «Caisse de Consignation» hinterlegt.

Art. 33. Konsolidierung / Teilung von Aktien.

33.1 Der Komplementär kann die Aktien verschiedener Aktienklassen innerhalb eines Teilfonds konsolidieren oder die Aktien eines Teilfonds in eine oder mehrere Aktienklassen teilen. Eine Konsolidierung oder Teilung kann auch durch eine Generalversammlung der Aktionäre des betreffenden Teilfonds erfolgen, die ohne Quorumserfordernis mit einer einfachen Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien beschließt.

Abschnitt VIII - Schlussbestimmungen

Art. 34. Änderungen dieser Artikel. Diese Satzung kann durch eine Generalversammlung der Aktionäre unter Berücksichtigung der Quorumserfordernisse gemäß dem Gesetz von 1915 abgeändert werden.

Art. 35. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und das Gesetz von 2007 einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr des Fonds beginnt am Tag der Gründung des Fonds und endet am 31. Dezember 2012.

Die erste Aktionärsversammlung wird im Jahr 2013 abgehalten.

Zeichnung von Aktien

Die Aktien zeichnenden Personen haben die folgenden Aktien im Fonds gezeichnet:

1) SquarePoint	1 Komplementäraktie
2) Tolomeo Capital Holding GmbH	29 Kommanditistenaktien
3) Tony Whiteman	1 Kommanditistenaktie
Total:	31 Aktien

Die Aktien wurden vollständig und in bar einbezahlt, so dass der Betrag in Höhe von einunddreißigtausend Euro (31.000 EUR) der Gesellschaft ab diesem Zeitpunkt zur freien Verfügung steht, worüber dem unterzeichnenden Notar Beweis vorgelegt wurde.

Bescheinigung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26, 26-3 und 26-5 des Gesetzes vom 10. August 1915 vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Kosten

Die der Gesellschaft im Zusammenhang mit ihrer Gründung entstandenen und von ihr zu tragenden Auslagen, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art werden auf ca. EUR 3.000,-geschätzt

Aktionärsversammlung

Die oben bezeichneten Personen, die das gesamte Gesellschaftskapital repräsentieren und erklären, rechtzeitig informiert worden zu sein, haben unverzüglich eine außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre einberufen. Nachdem festgestellt wurde, dass die Generalversammlung der Aktionäre ordnungsgemäß zustande gekommen ist, hat sie folgenden Beschluss gefasst:

Einzigster Beschluss

Der Sitz der Gesellschaft ist im Vertigo Building - Polaris, 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, welcher Englisch spricht und versteht, erklärt hiermit, dass auf Anfrage der erschienenen Partei(en) die Urkunde in Englisch, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, verfasst wurde, und im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Fassung maßgeblich sein soll.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Tage wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung an die Komparenten, haben die Komparenten zusammen mit dem Notar vorliegende Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: C. BOYER-H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 6 février 2012. Relation:LAC/2012/5755. Reçu soixante-quinze euros 75,00 EUR.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehren erteilt.

Luxemburg, den dreiundzwanzigsten Februar zweitausendzwoölf.

Référence de publication: 2012024610/1318.

(120031893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2012.

Promontoria Ariane S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 120.051.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 février 2012.

Promontaria Ariane S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Gérant

Référence de publication: 2012027715/14.

(120036218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

Personec S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 32.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 102.754.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 février 2012.

Référence de publication: 2012027714/12.

(120035637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

Pathfinder International S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 151.852.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012027718/9.

(120035780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

Pathway Hotels S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 60.092.

Le bilan au 31/12/2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mars 2012.

Référence de publication: 2012027719/10.

(120035916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

Pathway Hotels S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 60.092.

Le bilan au 31/12/2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mars 2012.

Référence de publication: 2012027720/10.

(120035917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

PATRIZIA Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 4, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 122.906.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012027721/9.

(120035922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

Vitruvian I Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 285.550,00.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 138.092.

In the year two thousand and twelve, on the thirty-first day of the month of January,

before Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand-Duchy of Luxembourg, the undersigned,

there appeared:

VIP I Nominees Limited (as nominee for and on behalf of the Vitruvian Investment Partnership I) (the "Sole Shareholder"), a private limited liability company incorporated under the laws of England, having its registered office at 105 Wigmore Street London W1U 1QY, United-Kingdom, and registered with the Registrar of Companies for England and Wales under number 6403229,

represented by Maître Patrick SANTER, maître en droit, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated 26 January 2012, such proxy signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary shall be registered together with the present deed,

being the sole shareholder and holding all the two hundred and seventy three thousand and fifty (273,050) shares in issue in Vitruvian I Luxembourg S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée having its registered office at 174, Route de Longwy, L-1940 Luxembourg, incorporated on 2nd April 2008 by deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, registered with the Register of Trade and Companies of Luxembourg under number B 138.092 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial C"), numéro 1269 on 24 May 2008. The articles of incorporation of the Company have been amended several times and for the last time on 28 September 2011 by deed of Maître Edouard DELOSCH, notary then residing in Rambrouch, published in the Mémorial C, numéro 2891 on 25 November 2011.

The appearing party, represented as above stated, declared and requested the notary to record as follows:

(A) The Sole Shareholder holds all shares in issue in the Company so that decisions can validly be taken on all items of the agenda.

(B) The items on which resolutions are to be passed are as follows (such items being interrelated):

1. increase of the issued share capital by an amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) from currently two hundred seventy three thousand fifty Euros (EUR 273,050.-) to two hundred eightyfive thousand five hundred and fifty Euros (EUR 285,550.-) by the creation and issuance of twelve thousand five hundred (12,500) class H shares, each with a nominal value and subscription price of one Euro (EUR 1.-), class H relating to "Project Jaguar", subscription and payment by the sole shareholder of the subscription price by contribution in kind of a claim of a total aggregate amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-), acknowledgement of a report on the contribution in kind and approval of the valuation of the contribution in kind;

2. amendment of articles 5.1. and 5.2. of the articles of incorporation of the Company, so as to read as follows:

“ 5.1. The Company has an issued and subscribed fully paid-up capital of two hundred eighty-five thousand five hundred and fifty Euros (EUR 285,550.-) divided into:

- (i) twelve thousand five hundred (12,500) Class RD Shares,
- (ii) twelve thousand five hundred (12,500) Class C Shares,
- (iii) twelve thousand five hundred (12,500) Class L Shares,
- (iv) twelve thousand five hundred (12,500) Class B Shares divided into ten thousand (10,000) B(Cap) Shares, one thousand two hundred fifty (1,250) B(Inc)senior Shares and one thousand two hundred fifty (1,250) B(Inc)junior Shares (collectively the “B(Inc) Shares”)
- (v) twelve thousand five hundred (12,500) Class WG Shares divided into ten thousand (10,000) WG(Cap) Shares, one thousand two hundred fifty (1,250) WG(Inc) senior Shares and one thousand two hundred fifty (1,250) WG(Inc) junior Shares (collectively the “WG(Inc) Shares”),
- (vi) twelve thousand five hundred (12,500) Class D Shares divided into ten thousand (10,000) D(Cap) Shares, one thousand two hundred fifty (1,250) D(Inc)senior Shares and one thousand two hundred fifty (1,250) D(Inc)junior Shares (collectively the “D(Inc) Shares”),
- (vii) twelve thousand five hundred (12,500) Class T Shares divided into ten thousand (10,000) T(Cap) Shares, one thousand two hundred fifty (1,250) T(Inc)senior Shares and one thousand two hundred fifty (1,250) T(Inc) junior Shares (collectively the “T(Inc) Shares”),
- (viii) one hundred sixty thousand five hundred and fifty (160,550) Class F Shares divided into one hundred fifty-eight thousand and fifty (158,050) F(Cap) Shares, one thousand two hundred fifty (1,250) F(Inc)senior Shares and one thousand two hundred fifty (1,250) F(Inc)junior Shares (collectively the “F(Inc) Shares”),
- (ix) twelve thousand five hundred (12,500) Class P Shares,
- (x) twelve thousand five hundred (12,500) Class H Shares, and
- (xi) twelve thousand five hundred (12,500) Category X Shares,

each with a nominal value of one euro (EUR 1.-). For the avoidance of doubt, the B(Cap) Shares and the B(Inc) Shares are the sub-classes of the Class B Shares, the WG(Cap) Shares and the WG(Inc) Shares are the sub-classes of the Class WG Shares, the D(Cap) Shares and the D(Inc) Shares are the sub-classes of the Class D Shares, the T(Cap) Shares and the T(Inc) Shares are the sub-classes of the Class T Shares and the F(Cap) Shares and the F(Inc) Shares are the sub-classes of the Class F Shares. The B(Inc) junior Shares, the WG(Inc) junior Shares, the D(Inc) junior shares, the T(Inc) junior Shares and the F(Inc) junior shares are hereafter referred to as the “(Inc) junior Shares” and the B(Inc) senior Shares, the WG(Inc) senior Shares, the D(Inc) senior shares, the T(Inc) senior shares and the F(Inc) senior shares are hereafter referred to as the “(Inc)senior Shares”.

5.2. The share capital may be increased by the issue of new shares upon resolution by the Shareholders meeting. The new shares may be issued in the form of share classes (including sub-classes of shares).

Each Class of Shares shall be issued in connection with the acquisition or making by the Company of a specific investment directly or indirectly (each a "Specific Investment"). The subscription price paid to the Company upon the issuance of shares of a particular class (including for the avoidance of doubt any share premium) (the "Subscription Price"), net of all costs payable by the Company in connection with such issuance including, but not limited to, capital duty, notarial fees and publication costs (the "Issuance Costs"), shall be invested directly or indirectly in one and the same Specific Investment.

Class RD relates to the Project Rouge Dragon Investment.

Class L relates to the Project Latitude Investment.

Class C relates to the Project Sapphire Investment.

Class B relates to the Project Beer Investment.

Class WG relates to the Project Orion Investment.

Class D relates to the Project Lausanne Investment.

Class T relates to the Project Etihad Investment.

Class F relates to the Project Flip Investment.

Class P related to the Project Tower Investment.

Class H related to the Project Jaguar Investment.

Category X is not related to a Specific Investment.”

3. Addition of a new definition in article 19 of the articles of incorporation of the Company, so as to read as follows:

“Project Jaguar Investment means the investment by way of shares, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not or otherwise in Halcyon S.à r.l. (and the underlying assets, subsidiaries and entities).”

Thereupon the Sole Shareholder has passed the following resolutions:

First resolution

It is resolved to increase the issued share capital by an amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) from currently two hundred seventy-three thousand and fifty Euros (EUR 273,050.-) to two hundred eighty-five thousand five hundred and fifty Euros (EUR 285,550.-) by the creation and issuance of twelve thousand five hundred (12,500) class H shares, each with a nominal value and subscription price of one Euro (EUR 1.-), class H relating to “Project Jaguar”.

Thereupon the Sole Shareholder of the Company subscribed all the new class H shares so issued.

The total subscription price of the new class H shares of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) is paid by a contribution in kind of a claim of a total amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) held by the Sole Shareholder against the Company (the “Contribution in Kind”).

Evidence of the Contribution in Kind was shown to the undersigned notary.

The report by the board of managers of the Company on the Contribution in Kind is hereby acknowledged. The conclusion of such report (a copy of which shall be registered together with the present deed) reads as follows:

“In view of the above, the Board of Managers believes that the Contribution in Kind with respect to the twelve thousand five hundred (12,500) class H shares to be issued is to be valued at twelve thousand five hundred Euros (€12,500) and is equal to the Subscription Price of the class H shares to be so issued by the Company.”

It is resolved to approve the valuation of the Contribution in Kind at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-).

It is resolved that the Contribution in Kind corresponding to the aggregate nominal value of the new class H shares be allocated to the share capital account.

Second resolution

It is resolved to amend articles 5.1. and 5.2. of the articles of incorporation of the Company so as to read as follows:

“ **5.1.** The Company has an issued and subscribed fully paid-up capital of two hundred eighty-five thousand five hundred and fifty Euros (EUR 285,550.-) divided into:

- (i) twelve thousand five hundred (12,500) Class RD Shares,
- (ii) twelve thousand five hundred (12,500) Class C Shares,
- (iii) twelve thousand five hundred (12,500) Class L Shares,
- (iv) twelve thousand five hundred (12,500) Class B Shares divided into ten thousand (10,000) B(Cap) Shares, one thousand two hundred fifty (1,250) B(Inc)senior Shares and one thousand two hundred fifty (1,250) B(Inc)junior Shares (collectively the “B(Inc) Shares”)
- (v) twelve thousand five hundred (12,500) Class WG Shares divided into ten thousand (10,000) WG(Cap) Shares, one thousand two hundred fifty (1,250) WG(Inc) senior Shares and one thousand two hundred fifty (1,250) WG(Inc) junior Shares (collectively the “WG(Inc) Shares”),
- (vi) twelve thousand five hundred (12,500) Class D Shares divided into ten thousand (10,000) D(Cap) Shares, one thousand two hundred fifty (1,250) D(Inc)senior Shares and one thousand two hundred fifty (1,250) D(Inc) junior Shares (collectively the “D(Inc) Shares”),
- (vii) twelve thousand five hundred (12,500) Class T Shares divided into ten thousand (10,000) T(Cap) Shares, one thousand two hundred fifty (1,250) T(Inc)senior Shares and one thousand two hundred fifty (1,250) T(Inc) junior Shares (collectively the “T(Inc) Shares”),
- (viii) one hundred sixty thousand five hundred and fifty (160,550) Class F Shares divided into one hundred fifty-eight thousand and fifty (158,050) F(Cap) Shares, one thousand two hundred fifty (1,250) F(Inc) senior Shares and one thousand two hundred fifty (1,250) F(Inc) junior Shares (collectively the “F(Inc) Shares”),
- (ix) twelve thousand five hundred (12,500) Class P Shares,
- (x) twelve thousand five hundred (12,500) Class H Shares and
- (xi) twelve thousand five hundred (12,500) Category X Shares,

each with a nominal value of one euro (EUR 1.-). For the avoidance of doubt, the B(Cap) Shares and the B(Inc) Shares are the sub-classes of the Class B Shares, the WG(Cap) Shares and the WG(Inc) Shares are the sub-classes of the Class WG Shares, the D(Cap) Shares and the D(Inc) Shares are the sub-classes of the Class D Shares, the T(Cap) Shares and the T(Inc) Shares are the sub-classes of the Class T Shares and the F(Cap) Shares and the F(Inc) Shares are the sub-classes of the Class F Shares. The B(Inc) junior Shares, the WG(Inc)junior Shares, the D(Inc) junior shares, the T(Inc) junior Shares and the F(Inc) junior shares are hereafter referred to as the “(Inc)junior Shares” and the B(Inc)senior Shares, the WG(Inc) senior Shares, the D(Inc)senior shares, the T(Inc) senior shares and the F(Inc)senior shares are hereafter referred to as the “(Inc) senior Shares”.

5.2. The share capital may be increased by the issue of new shares upon resolution by the Shareholders in meeting. The new shares may be issued in the form of share classes (including sub-classes of shares).

Each Class of Shares shall be issued in connection with the acquisition or making by the Company of a specific investment directly or indirectly (each a “Specific Investment”). The subscription price paid to the Company upon the issuance

of shares of a particular class (including for the avoidance of doubt any share premium) (the "Subscription Price"), net of all costs payable by the Company in connection with such issuance including, but not limited to, capital duty, notarial fees and publication costs (the "Issuance Costs"), shall be invested directly or indirectly in one and the same Specific Investment.

Class RD relates to the Project Rouge Dragon Investment.

Class L relates to the Project Latitude Investment.

Class C relates to the Project Sapphire Investment.

Class B relates to the Project Beer Investment.

Class WG relates to the Project Orion Investment.

Class D relates to the Project Lausanne Investment.

Class T relates to the Project Etihad Investment.

Class F relates to the Project Flip Investment.

Class P related to the Project Tower Investment.

Class H related to the Project Jaguar Investment.

Category X is not related to a Specific Investment.”

Third resolution

It is resolved to add a new definition in article 19 of the articles of incorporation of the Company, so as to read as follows:

“Project Jaguar Investment means the investment by way of shares, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not or otherwise in Halcyon S.à r.l. (and the underlying assets, subsidiaries and entities).”

Expenses

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase at the fixed rate registration tax perception, have been estimated at about one thousand fifty Euro (EUR 1,050.-).

The undersigned notary who understands and speaks English acknowledges that, at the request of the appearing party hereto, this deed is drafted in English, followed by a French translation; at the request of the same appearing party, in case of divergences between the English and the French version, the English version shall prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L’an deux mille douze, le trente-et-unième jour du mois de janvier,

par devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand Duché de Luxembourg, soussigné,

a comparu:

VIP I Nominees Limited (en tant que représentant et pour compte de Vitruvian Investment Partnership I) (l’«Associé Unique»), une «private limited company» constituée selon les lois d’Angleterre, ayant son siège social au 105 Wigmore Street, W1U 1QY, Londres, Royaume-Uni, enregistrée auprès du Registrar of Companies for England and Wales sous le numéro 6403229,

représentée par Maître Patrick SANTER, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d’une procuration en date du 26 janvier 2012, laquelle procuration après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, sera enregistrée avec le présent acte,

étant l’associé unique et détenant l’ensemble des deux cent soixante-treize mille cinquante (273.050) parts sociales émises dans Vitruvian I Luxembourg S.à r.l. (la «Société») une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 174, Route de Longwy, L1940 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 138.092, constituée le 2 avril 2008 par acte notarié de Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C») numéro 1269 le 24 mai 2008. Les statuts de la société ont été modifiés plusieurs fois et pour la dernière fois le 28 septembre 2011 par acte de Maître Edouard DELOSCH, notaire résident alors à Rambrouch, publié au Mémorial C, numéro 2891 le 25 novembre 2011.

La partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a déclaré et demandé au notaire soussigné d’arrêter comme suit:

(A) L’Associé Unique détient l’ensemble des parts sociales émises par la Société de telle sorte que les décisions peuvent valablement être prises sur tous les points figurant à l’ordre du jour.

(B) Les points sur lesquels des résolutions doivent être prises sont les suivants (les points étant reliés entre eux):

1. augmentation du capital social émis d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) d'actuellement deux cent soixante-treize mille cinquante euros (EUR 273.050,-) à deux cent quatre-vingt cinq mille cinq cent cinquante euros (EUR 285.550,-) par la création et l'émission de douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de classe H, chacune d'un montant nominal et d'un prix de souscription d'un euro (EUR 1,-), la classe H étant reliée au «Projet Jaguar», ainsi que la souscription et le paiement par l'associé unique du prix de souscription par l'apport en nature d'une créance d'un montant total de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), prise de connaissance d'un rapport sur l'apport en nature et approbation de l'évaluation de l'apport en nature;

2. modification des articles 5.1. et 5.2. des statuts de la Société de la manière suivante:

« **5.1.** La Société a un capital émis et entièrement libéré de deux cent quatre-vingt cinq mille cinq cent cinquante euros (EUR 285.550,-) divisé en:

- (i) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe RD,
- (ii) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe C,
- (iii) douze mille cinq cents (12,500) Parts Sociales de Classe L,
- (iv) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe B divisées en dix mille (10.000) Parts Sociales B(Cap), mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales B(Inc)senior et mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales B(Inc) junior (ensemble les «Parts Sociales B(Inc)»),
- (v) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe WG divisées en dix mille (10.000) Parts Sociales WG(Cap), mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales WG(Inc) senior et mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales WG(Inc) junior (ensemble les «Parts Sociales WG(Inc)»),
- (vi) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe D divisées en dix mille (10.000) Parts Sociales D(Cap), mille deux cent cinquante (1.250) Parts sociales D(inc) senior et mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales D(inc) junior (ensemble les «Parts Sociales D(Inc)»),
- (vii) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe T divisées en dix mille (10.000) Parts Sociales T(Cap), mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales T(Inc)senior et mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales T(Inc) junior (ensemble les «Parts Sociales T(Inc)»),
- (viii) cent soixante mille cinq cent cinquante euros (€160.550) Parts Sociales de Classe F divisées en cent cinquante-huit mille cinquante (158.050) Parts Sociales F(Cap), mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales F(Inc)senior et mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales F(Inc) junior (ensemble les «Parts Sociales F(Inc)»),
- (ix) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe P,
- (x) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe H, et
- (xi) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Catégorie X,

d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune. Afin d'éviter tout doute, les Parts Sociales B(Cap) et les Parts Sociales B(Inc) sont les sous-classes des Parts Sociales de Classe B, les Parts Sociales WG(Cap) et les Parts Sociales WG(Inc) sont les sous-classes des Parts Sociales de Classe WG, les Parts Sociales D(Cap) et les Parts Sociales D(Inc) sont les sous-classes des Parts Sociales de Classe D, les Parts Sociales T(Cap) et les Parts Sociales T(Inc) sont les sous-classes des Parts Sociales de Classe T et les Parts Sociales F(Cap) et les Parts Sociales F(Inc) sont les sous-classes des Parts Sociales de Classe F. Les parts sociales B(Inc) junior, les parts sociales WG(Inc) junior, les parts sociales D(inc) junior, les parts sociales T(Inc) junior et les parts sociales F(Inc) junior sont appelées ci-après les «Parts Sociales (Inc) junior» et les parts sociales B(Inc) senior, les parts sociales WG(Inc) senior, les parts sociales D(Inc) senior, les parts sociales T(Inc) senior et les parts sociales F(Inc) senior sont appelées ci-après «Parts Sociales (Inc) senior».

5.2. Le capital social pourra être augmenté par l'émission de nouvelles Parts Sociales par une résolution prise par l'assemblée des Associés. Les nouvelles Parts Sociales pourront être émises sous forme de classe de parts sociales (y compris des sous-classes de parts sociales).

Chaque Classe de Parts Sociales sera émise en connexion avec l'acquisition ou la réalisation par la Société soit directement soit indirectement d'un investissement spécifique (chacun un "Investissement Spécifique"). Le prix de souscription reçu par la Société suite à l'émission de parts sociales d'une classe particulière (y compris et afin d'éviter tout doute, toute prime d'émission) (le "Prix de Souscription"), déduction faite de toute dépense encourue par la Société en rapport avec une telle émission y compris, mais sans limitation au droit d'apport, frais de notaire et frais de publication (les "Coûts d'Emission"), sera investi directement ou indirectement dans un même et unique Investissement Spécifique.

La Classe RD se rapporte à l'Investissement Projet Rouge Dragon.

La Classe L se rapporte à l'Investissement Projet Latitude.

La Classe C se rapporte à l'Investissement Projet Sapphire.

La Class B se rapporte à l'Investissement Projet Beer.

La Class WG se rapporte à l'Investissement Projet Orion.

La Classe D se rapporte à l'Investissement Projet Lausanne.

La Classe T se rapporte à l'Investissement Projet Etihad.

La Classe F se rapporte à l'Investissement Projet Flip.

La Classe P se rapporte à l'Investissement Projet Tower.

La Classe H se rapporte à l'investissement Projet Jaguar.

La Catégorie X ne se rapporte pas à un Investissement Spécifique.»

3. ajout d'une nouvelle définition à l'article 19 des statuts de la Société de la manière suivante:

«Investissement Projet Jaguar Signifie l'investissement par le biais de Parts Sociales, prêts, certificats d'actions préférentiels ou autres instruments, convertibles ou non ou bien dans Halcyon S.à r.l. (et les actifs sous-jacents, filiales et entités).»

Sur ce l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Il est décidé d'augmenter le capital social émis d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) d'actuellement deux cent soixante-treize mille cinquante euros (EUR 273.050,-) à deux cent quatre-vingt cinq mille cent cinquante euros (285.550) par la création et l'émission de douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de classe H, chacune d'un montant nominal et d'un prix de souscription d'un euro (EUR 1,-), la classe H étant reliée au «Projet Jaguar».

Sur ce, l'Associé Unique de la Société a souscrit les nouvelles parts sociales de classe H ainsi émises.

Le prix total de souscription pour les nouvelles parts sociales de classe H de douze mille cinq cent Euros (EUR 12.500,-) payé par l'apport en nature d'une créance d'un montant total de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) détenues par l'Associé Unique envers la Société (l'«Apport en Nature»).

La preuve de l'Apport en Nature a été montrée au notaire soussigné.

Un rapport du conseil de gérance de la Société sur l'Apport en Nature a été reconnu. La conclusion de ce rapport (dont une copie sera enregistrée avec le présent acte) se lit comme suit:

«Au vu de ce qui précède, le Conseil de Gérance considère que l'Apport en Nature relatif aux douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe H à émettre doit être évalué à douze mille cinq cent Euros (€12.500) et est égal au montant du Prix de Souscription des parts sociales de classe H à émettre par la Société.»

Il est décidé d'approuver l'évaluation de l'Apport en Nature à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-).

Il est décidé que l'Apport en Nature correspondant à la valeur nominale totale des nouvelles parts sociales de classe H est allouée au compte du capital social.

Deuxième résolution

Il a été décidé de modifier les articles 5.1. et 5.2. des statuts de la Société de la manière suivante:

« **5.1.** La Société a un capital émis et entièrement libéré de deux cent quatre-vingt cinq mille cent cinquante euros (EUR 285.550,-) divisé en

(i) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe RD,

(ii) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe C,

(iii) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe L,

(iv) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe B divisées en dix mille (10.000) Parts Sociales B(Cap), mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales B(Inc)senior et mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales B(Inc) junior (ensemble les «Parts Sociales B(Inc)»),

(v) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe WG divisées en dix mille (10.000) Parts Sociales WG(Cap), mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales WG(Inc) senior et mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales WG(Inc) junior (ensemble les «Parts Sociales WG(Inc)»),

(vi) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe D divisées en dix mille (10.000) Parts Sociales D(Cap), mille deux cent cinquante (1.250) Parts sociales D(inc) senior et mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales D(inc) junior (ensemble les «Parts Sociales D(Inc)»),

(vii) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe T divisées en dix mille (10.000) Parts Sociales T(Cap), mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales T(Inc)senior et mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales T(Inc) junior (ensemble les «Parts Sociales T(Inc)»),

(viii) cent soixante mille cinq cent cinquante euros (160.550) Parts Sociales de Classe F divisées en cent cinquante-huit mille cinquante (158.050) Parts Sociales F(Cap), mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales F(Inc) senior et mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales F(Inc) junior (ensemble les «Parts Sociales F(Inc)»),

(ix) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe P,

(x) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe H, et

(xi) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Catégorie X,

d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune. Afin d'éviter tout doute, les Parts Sociales B(Cap) et les Parts Sociales B(Inc) sont les sous-classes des Parts Sociales de Classe B, les Parts Sociales WG(Cap) et les Parts Sociales WG(Inc) sont les sous-classes des Parts Sociales de Classe WG, les Parts Sociales D(Cap) et les Parts Sociales D(Inc) sont les sous-classes des Parts Sociales de Classe D, les Parts Sociales T(Cap) et les Parts Sociales T(Inc) sont les sous-classes

des Parts Sociales de Classe T et les Parts Sociales F(Cap) et les Parts Sociales F(Inc) sont les sous-classes des Parts Sociales de Classe F. Les parts sociales B(Inc) junior, les parts sociales WG(Inc) junior, les parts sociales D(inc) junior, les parts sociales T(Inc) junior et les parts sociales F(Inc) junior sont appelées ci-après les «Parts Sociales (Inc) junior» et les parts sociales B(Inc) senior, les parts sociales WG(Inc) senior, les parts sociales D(Inc) senior, les parts sociales T(Inc) senior et les parts sociales F(Inc) senior sont appelées ci-après «Parts Sociales (Inc) senior».

5.2. Le capital social pourra être augmenté par l'émission de nouvelles Parts Sociales par une résolution prise par l'assemblée des Associés. Les nouvelles Parts Sociales pourront être émises sous forme de classe de parts sociales (y compris des sous-classes de parts sociales).

Chaque Classe de Parts Sociales sera émise en connexion avec l'acquisition ou la réalisation par la Société soit directement soit indirectement d'un investissement spécifique (chacun un "Investissement Spécifique"). Le prix de souscription reçu par la Société suite à l'émission de parts sociales d'une classe particulière (y compris et afin d'éviter tout doute, toute prime d'émission) (le "Prix de Souscription"), déduction faite de toute dépense encourue par la Société en rapport avec une telle émission y compris, mais sans limitation au droit d'apport, frais de notaire et frais de publication (les "Coûts d'Emission"), sera investi directement ou indirectement dans un même et unique Investissement Spécifique.

La Classe RD se rapporte à l'Investissement Projet Rouge Dragon.

La Classe L se rapporte à l'Investissement Projet Latitude.

La Classe C se rapporte à l'Investissement Projet Sapphire.

La Class B se rapporte à l'Investissement Projet Beer.

La Class WG se rapporte à l'Investissement Projet Orion.

La Classe D se rapporte à l'Investissement Projet Lausanne.

La Classe T se rapporte à l'Investissement Projet Etihad.

La Classe F se rapporte à l'Investissement Projet Flip.

La Classe P se rapporte à l'Investissement Projet Tower.

La Classe H se rapporte à l'Investissement Projet Jaguar.

La Catégorie X ne se rapporte pas à un Investissement Spécifique.»

Troisième résolution

Il a été décidé d'ajouter une nouvelle définition à l'article 19 des statuts de la Société de la manière suivante:

«Investissement Projet Jaguar Signifie l'investissement par le biais de Parts Sociales, prêts, certificats d'actions préférentiels ou autres instruments, convertibles ou non ou bien dans Halcyon S.à r.l. (et les actifs sous-jacents, filiales et entités).»

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunération ou charges, quelle que soit leur forme, seront payés par la Société ou qui lui seront imputés en rapport avec son augmentation du capital social au taux fixe d'enregistrement de la perception fiscale sont estimés à mille cinquante euros (EUR 1.050,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate qu'à la requête de la partie comparante, cet acte a été rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction française; à la demande de la même partie comparante la version anglaise fera foi en cas de divergence entre les textes français et anglais.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: P. Santer, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 6 février 2012. Relation: DIE/2012/1434. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 6 février 2012.

Référence de publication: 2012024644/358.

(120031427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2012.

**KRAV-MAGA Luxembourg a.s.b.l., Association sans but lucratif,
(anc. Krav Maga Roeserbann asbl.)**

Siège social: L-3391 Peppange, 23, rue Alex Federspil.
R.C.S. Luxembourg F 8.986.

Art. 1^{er}. Est créée sous la dénomination „«KRAV-MAGA Luxembourg a.s b.l.» une association sans but lucratif, dont le siège est fixé à l'adresse 23, rue Alex Federspil L-3391 Peppange. La durée de l'association est illimitée.

Référence de publication: 2012028436/10.

(120036841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2012.

Peace of Cake GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 87.636.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012027723/9.

(120036134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

Pelton S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 111.697.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 février 2012.

PELTON S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Gérant

Référence de publication: 2012027724/14.

(120036219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

Plexus, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 147.238.

Les comptes annuels au 30 septembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 2012.

Pour PLEXUS

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliaire

Corinne ALEXANDRE / Valérie GLANE

- / Fondé de Pouvoir

Référence de publication: 2012027729/15.

(120036204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

Privin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1461 Luxembourg, 27, rue d'Eich.
R.C.S. Luxembourg B 64.488.

Le bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 février 2012.

Pour ordre
EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.
Boîte Postale 1307
L - 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2012027732/14.

(120035593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

Quincaillerie de Wiltz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9570 Wiltz, 3, rue des Tondeurs.

R.C.S. Luxembourg B 101.641.

Les comptes annuels au 10.11.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012027734/10.

(120035624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

Supreme Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 142.384.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012027759/9.

(120036004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

SEE Car Park Managers Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 150.704.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012027765/9.

(120036010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

R3 Capital Partners (Luxembourg I), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.000,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 138.703.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jan Willem Overheul
Gérant de catégorie B

Référence de publication: 2012027746/11.

(120035781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

S.I. Umbolt S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 80.550.

Le Bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012027747/10.

(120036028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

S.I. Umbolt S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 80.550.

Le Bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012027748/10.

(120036029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

Skyline Network Services (SNS) SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9707 Clervaux, 5, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 93.993.

Le bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012027756/10.

(120035778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

Sakara Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 70.920.

Le Bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012027760/10.

(120036031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

Santenet S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 109.486.

Le Bilan au 30.09.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012027761/10.

(120036030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

Shoe-Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3490 Dudelange, 5, rue Jean Jaurès.
R.C.S. Luxembourg B 52.830.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012027769/9.

(120036248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

Taminco International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 10.000.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 130.248.

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND TWELVE, ON THE 10TH DAY OF FEBRUARY,
before me, Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert

is held an extraordinary general meeting of the shareholders (the Meeting) of Taminco International S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 20, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B130248 (the Company). The Company was incorporated on 12 July 2007 pursuant to a deed of Maître Jacques Delvaux, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 12 September 2007, under number 1964. The articles of association of the Company were last amended on 29 December 2010 pursuant to a deed of Maître Jacques Delvaux, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 5 May 2011, under number 909.

The Meeting is chaired by Mrs Caroline Ronfort, employee, professionally residing in Luxembourg (the Chairman). The Chairman appoints Mrs Stella Le Cras, employee, professionally residing in Luxembourg, as secretary of the Meeting (the Secretary). The Meeting elects Mrs Stella Le Cras, employee, professionally residing in Luxembourg, as scrutineer of the Meeting (the Scrutineer).

The Chairman, the Secretary and the Scrutineer are collectively referred to hereafter as the Bureau.

The shareholders of the Company (the Shareholders) present or represented at the Meeting and the number of shares they hold are indicated on an attendance list which will remain attached to the present minutes after having been signed by all the Shareholders or their representatives or the holders of powers of attorney and the members of the Bureau.

The powers of attorney from the Shareholders represented at the Meeting will also remain attached to the present deed and signed by the holders of powers of attorney, the members of the Bureau and the undersigned notary.

The Bureau having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to record that:

I. It appears from the attendance list that all the 200,000,000 class A shares in the Company, the 200,000,000 class B shares in the Company, the 200,000,000 class C shares of the company, the 200,000,000 class D shares in the Company and the 200,000,000 class E shares in the Company, representing together the entire share capital of the Company of EUR 10,000,000, are duly represented at the Meeting. All the Shareholders declare having perfect knowledge of the purpose of the Meeting and therefore waive the convening formalities. The Meeting is therefore regularly constituted and may validly deliberate and vote on the items of its agenda reproduced below.

II. The agenda of the Meeting is worded as follows:

(1) Creation of a new class of shares of the Company to be denominated "class 1";

(2) Conversion of thirty-eight million eight hundred thirty-nine thousand nine hundred (38,839,900) class A shares in the Company, thirty-eight million eight hundred thirty-nine thousand nine hundred (38,839,900) class B shares in the Company, thirty-eight million eight hundred thirty-nine thousand nine hundred (38,839,900) class C shares in the Company, thirty-eight million eight hundred thirty-nine thousand nine hundred (38,839,900) class D shares in the Company and thirty-eight million eight hundred thirty-nine thousand nine hundred (38,839,900) class E shares in the Company held by Stichting Management Taminco, a stichting-administratiekantoor governed by the laws of The Netherlands, with its registered office at Schiphol Boulevard 285, WTC Toren B, 1118BH Luchthaven Schiphol, The Netherlands and registered with the Kamer van Koophandel under number 34280673 (Stichting Management), into one hundred ninety-four million one hundred ninety-nine thousand five hundred (194,199,500) class 1 shares in the Company;

(3) Amendment of article 6.1.1 of the Articles in order to reflect the above changes;

(4) Amendment of the share register of the Company and authorisation to any director of the Company to proceed in the name and on behalf of the Company to the registration of the above-mentioned amendments in the share register of the Company; and

(5) Miscellaneous.

IV. After deliberation, the Meeting passes, by a unanimous vote, the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to create a new class of shares in the Company to be denominated "class 1" and subsequently to convert thirty-eight million eight hundred thirty-nine thousand nine hundred (38,839,900) class A shares in the Company, thirty-eight million eight hundred thirty-nine thousand nine hundred (38,839,900) class B shares in the Company, thirty-eight million eight hundred thirty-nine thousand nine hundred (38,839,900) class C shares in the Company, thirty-eight million eight hundred thirty-nine thousand nine hundred (38,839,900) class D shares in the Company and thirty-eight million eight hundred thirty-nine thousand nine hundred (38,839,900) class E shares in the Company held by Stichting Management into one hundred ninety-four million one hundred ninety-nine thousand five hundred (194,199,500) class 1 shares in the Company (the Conversion).

Second resolution

The Meeting resolves to amend article 6.1.1 of the Articles in order to reflect the Conversion so that it shall from now on read as follows:

" **6.1.1.** The Company's corporate capital is fixed at ten million euro (EUR 10,000,000.-) represented by one billion (1,000,000,000) shares (parts sociales)

having a par value of one euro cent (EUR 0.01) each (the "Par Value"), all fully subscribed and entirely paid up, divided as follows:

- one hundred ninety-four million one hundred ninety-nine thousand five hundred (194,199,500) class 1 shares;
- one hundred sixty-one million one hundred sixty thousand one hundred (161,160,100) class A shares;
- one hundred sixty-one million one hundred sixty thousand one hundred (161,160,100) class B shares;
- one hundred sixty-one million one hundred sixty thousand one hundred (161,160,100) class C shares;
- one hundred sixty-one million one hundred sixty thousand one hundred (161,160,100) class D shares; and
- one hundred sixty-one million one hundred sixty thousand one hundred (161,160,100) class E shares."

Third resolution

The Meeting resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes and hereby empowers and authorizes any director of the Company to proceed in the name and on behalf of the Company to the registration of the above changes in the share register of the Company and to see to any formalities in connection therewith.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR 1.100.-.

The undersigned notary who knows English, states herewith that upon request of the present Shareholders or their representatives or the proxyholders of the represented Shareholders, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the present Shareholders or their representatives or the proxyholders of the represented Shareholders and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English text will prevail.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the present Shareholders or their representatives or proxyholders of the represented Shareholders, who are known by the notary, the said Shareholders or representatives or proxyholders signed together with us, notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'AN DEUX MILLE DOUZE, LE DIX FEVRIER,

par-devant Nous, Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires de Taminco International S.à.r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 20, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B130248 (la Société). La Société a été constituée le 12 juillet 2007 par un acte de Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 12 septembre 2007, sous le numéro 1964. Les statuts de la Société furent modifiés pour la dernière fois le 29 décembre 2010 par un acte de Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 5 mai 2011, sous le numéro 909.

L'Assemblée désigne Madame Caroline Ronfort, employée, résidant professionnellement à Luxembourg, en tant que président de l'Assemblée (le Président). Le Président désigne Madame Stella Le Cras, employée, résidant professionnellement à Luxembourg, en tant que secrétaire de l'Assemblée (le Secrétaire). L'Assemblée désigne Madame Stella Le Cras, employée, résidant professionnellement à Luxembourg, en tant que scrutateur de l'Assemblée (le Scrutateur).

Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur constituent ensemble le Bureau.

Les associés de la Société (les Associés) présents ou représentés à l'Assemblée et le nombre de parts sociales qu'ils détiennent figurent sur une liste de présences qui restera annexée au présent acte après avoir été signée par les Actionnaires ou leurs représentants ou leurs mandataires et les membres du Bureau.

Les procurations des Actionnaires représentés à l'Assemblée resteront également annexées au présent acte après avoir été signées par les mandataires, les membres du Bureau et le notaire instrumentant.

Le Bureau ayant ainsi été constitué, le Président déclare et demande au notaire d'acter que:

I. Il ressort de la liste de présence que les 200.000.000 parts sociales de catégorie A dans la Société, les 200.000.000 parts sociales de catégorie B dans la Société, les 200.000.000 parts sociales de catégorie C dans la Société, les 200.000.000 parts sociales de catégorie D dans la Société et les 200.000.000 parts sociales de catégorie E dans la Société, représentant l'intégralité du capital social de la Société de 100.000.000 EUR sont présentes ou dûment représentées à l'Assemblée. Tous les Associés déclarent avoir une parfaite connaissance de l'objet de la présente Assemblée, et c'est pourquoi ils renoncent aux formalités de convocation. L'Assemblée est donc valablement composée et peut valablement délibérer et voter sur les points à l'ordre du jour reproduit ci-dessous;

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

- (1) Création d'une nouvelle catégorie d'actions dans la Société qui sera dénommée "catégorie 1";

(2) Conversion de trente-huit millions huit cent trente-neuf mille neuf cents (38.839.900) parts sociales de catégorie A dans la Société, trente-huit million huit cent trente-neuf mille neuf cents (38.839.900) parts sociales de catégorie B dans la Société, trente-huit million huit cent trente-neuf mille neuf cents (38.839.900) parts sociales de catégorie C dans la Société, trente-huit million huit cent trente-neuf mille neuf cents (38.839.900) parts sociales de catégorie D dans la Société et de trente-huit million huit cent trente-neuf mille neuf cents (38.839.900) parts sociales de catégorie E dans la Société détenues par Stichting Management Taminco, une stichting-administratiekantoor régie par le droit néerlandais, ayant son siège social à Schiphol Boulevard 285, WTC Toren B, 1118BH Luchthaven Schiphol, Pays-Bas et immatriculée auprès de la Kamer van Koophandel sous le numéro 34280673 (Stichting Management), en cent quatre-vingt quatorze million cent quatre-vingt dix-neuf mille cinq cents (194,199,500) parts sociales de catégorie 1 dans la Société;

(3) Modification de l'article 6.1.1 des Statuts afin d'y refléter les modifications susmentionnées;

(4) Modification du registre des parts sociales de la Société avec pouvoir et autorité de procéder au nom et pour le compte de la Société à l'inscription des modifications susmentionnées dans le registre des parts sociales de la Société; et

(5) Divers.

III. Après délibération, l'Assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de créer une nouvelle catégorie d'actions qui sera dénommée "catégorie 1" et de convertir sub-séquentement trente-huit million huit cent trente-neuf mille neuf cents (38.839.900) parts sociales de catégorie A dans la Société, trente-huit million huit cent trente-neuf mille neuf cents (38.839.900) parts sociales de catégorie B dans la Société, trente-huit million huit cent trente-neuf mille neuf cents (38.839.900) parts sociales de catégorie C dans la Société, trente-huit million huit cent trente-neuf mille neuf cents (38.839.900) parts sociales de catégorie D dans la Société et de trente-huit million huit cent trente-neuf mille neuf cents (38.839.900) parts sociales de catégorie E dans la Société détenues par Stichting Management en cent quatre-vingt-quatorze million cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cents (194.199.500) parts sociales de catégorie 1 dans la Société.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 6.1.1 des Statuts afin d'y refléter la Conversion de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

" **6.1.1.** Le capital social est fixé dix millions d'euros (EUR 10.000.000,-) représenté par un milliard (1.000.000.000) de parts sociales d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0.01) chacune (la «Valeur Nominale»), toutes entièrement souscrites et libérées, et réparties de la manière suivante:

- cent quatre-vingt-quatorze million cent quatre-vingt dix-neuf mille cinq cents (194.199.500) parts sociales de catégorie 1;
- trente-huit million huit cent trente-neuf mille neuf cents (38.839.900) parts sociales de catégorie A;
- trente-huit million huit cent trente-neuf mille neuf cents (38.839.900) parts sociales de catégorie B;
- trente-huit million huit cent trente-neuf mille neuf cents (38.839.900) parts sociales de catégorie C;
- trente-huit million huit cent trente-neuf mille neuf cents (38.839.900) parts sociales de catégorie D; et
- trente-huit million huit cent trente-neuf mille neuf cents (38.839.900) parts sociales de catégorie E."

Troisième résolution

L'Assemblée décide de modifier le registre des parts sociales de la Société afin d'y refléter les modifications susmentionnées et donne pouvoir et autorise tout gérant de la Société à procéder, au nom et pour le compte de la Société, à l'inscription des modifications susmentionnées dans le registre des parts sociales de la Société et d'accomplir le cas échéant toutes les formalités y relatives.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société des suites de ce document sont estimés à EUR 1.100,-.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des Associés présents, de leur représentants ou des mandataires des Associés représentés, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'à la demande des mêmes Associés, représentants ou mandataires, en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au Associés présents, à leurs représentants ou aux mandataires des Associés représentés, connu du notaire soussigné, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. RONFORT, S. LE CRAS, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert le 14 février 2012. Relation: RED/2012/241. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 15 février 2012.

M^e Cosita DELVAUX..

Référence de publication: 2012024624/178.

(120031676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2012.

Cetus Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 103.377.

—
RECTIFICATIF

Mention rectificative des comptes annuels se terminant au 31 décembre 2009, enregistrés à Luxembourg - Sociétés, le 23 février 2011 référence L-110032563

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2012.

Cetus Investments S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Gérant

Référence de publication: 2012028017/17.

(120036723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2012.

Chamly International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 62.755.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque Domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2012028019/13.

(120036611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2012.

Leisure Resources International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 37.044.

—
Auszug aus dem Beschluss der ausserordentlichen Gesellschafter Versammlung welche am 01.03.2012 in Luxembourg stattfand;

Die Aktionäre der Firma Leisure Resources International S.A. beschliessen:

1. Das Ausscheiden von dem Administrateur Santiago Gaston de Iriarte wurde mit sofortiger Wirkung angenommen.
2. Das Ausscheiden von dem Administrateur-délégué Jésus De Ramon-Laca wurde mit sofortiger Wirkung angenommen.
3. Marc Liesch, 74 Rue de Merl, L - 2146 Luxembourg, wird als neuer Administrateur der Firma mit dem heutigen Tage ernannt.

Seine Vollmacht wird mit der Generalversammlung für das Jahr 2011 der Aktionäre die im Jahre 2012 stattfinden wird, enden.

In der ordentlichen Gesellschafter Versammlung am 11/05/2011, in der die Bilanz zum 31. Oktober 2010 anerkannt worden ist, wurde die Firma Ernst & Young S.A. als Commissaire aux comptes ernannt. Sie wird jedoch rückwirkend zum 11.05.2011 als Réviseur d'entreprises agréé ernannt.

Die Vollmacht des neu bestellten Réviseur d'entreprises agréé endet mit der Generalversammlung für das Jahr 2011 der Aktionäre die im Jahre 2012 stattfinden wird.

Die Adresse des Réviseur d'entreprises agréé hat sich geändert; sie lautet nunmehr 7, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Musbach

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, den 05.03.2012.

Référence de publication: 2012028176/25.

(120036940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2012.

Immobilière Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 77.305.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 septembre 2010

Extrait rectificatif N° L 100154338

L'Assemblée Générale accepte, à compter de ce jour, la démission de deux administrateurs, à savoir:

- Madame Claudine BOULAIN, administrateur, née le 2 juin 1971 à MOYEUUVRE-GRANDE (France), domiciliée professionnellement au 207, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg.

- EDIFAC S.A., société anonyme, dont le siège social est situé au 207, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg, immatriculé au registre de commerce et des sociétés du Luxembourg sous le numéro B 72257

L'Assemblée Générale constate le dépôt auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de la démission de Madame Sandrine ANTONELLI avec effet au 31 août 2010.

L'Assemblée Générale accepte, à compter de ce jour, la démission du commissaire aux comptes TRUSTAUDIT Sàrl, avec siège social sis au 207, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 73.125.

L'Assemblée Générale décide de nommer quatre administrateurs, à savoir:

- Monsieur Claude ZIMMER, administrateur, né le 18 juillet 1956 à Luxembourg (Luxembourg), domicilié professionnellement au 207, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg

- Maître Marc THEISEN, administrateur, né le 5 novembre 1954 à Luxembourg (Luxembourg), domicilié professionnellement au 207, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg

- Mademoiselle Michèle SCHMIT, administrateur, née le 23 mai 1979 à Luxembourg (Luxembourg), domicilié professionnellement au 207, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg

- Monsieur Xavier Genoud, administrateur, né le 03 mai 1977 à Besançon (France), domicilié professionnellement au 207, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg

Leurs mandats d'administrateurs expireront lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2015.

L'Assemblée Générale décide de nommer, en qualité de commissaire aux comptes, la société ZIMMER & PARTNERS Sàrl avec siège social sis au 291, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 151.507.

Son mandat expirera lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2015.

Extrait sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2012028119/35.

(120036904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2012.

SMT Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 141.087.

La version abrégée des comptes annuels au 31 décembre 2009 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2012027775/11.

(120036209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.
